



Assemblée générale

Distr. générale
21 décembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 149 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations
de maintien de la paix des Nations Unies

Exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

Rapport du Secrétaire général

Additif

Le présent additif, qui complète la section II du document A/71/726, porte sur les produits prévus et exécutés.



Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget	4
A. Département des opérations de maintien de la paix	4
B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	23
C. Département de l'appui aux missions	26
D. Département de la gestion	44
E. Bureau des services de contrôle interne	63
F. Cabinet du Secrétaire général	66
G. Administration de la justice	67
H. Bureau de la déontologie	69
I. Bureau des affaires juridiques	70
J. Département de l'information	73
K. Département de la sûreté et de la sécurité	75
L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	78
M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	79

Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SIG	Système intégré de gestion
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

II. Exécution du budget*

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
80 activités de sensibilisation, notamment des conférences, expositions et séances d'information publiques sur le maintien de la paix et 1 000 articles, campagnes numériques et produits multimédia traitant du maintien de la paix publiés dans les médias des Nations Unies	91 1 847	<p>Activités de sensibilisation</p> <p>Articles traitant du maintien de la paix ont été publiés dans les médias des Nations Unies.</p> <p>Ces résultats supérieurs aux prévisions s'expliquent par une augmentation du niveau d'activité, de l'intérêt porté à la question et des besoins de communication en temps de crise dans les opérations de maintien de la paix, en particulier en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, au Soudan du Sud et au Sahara occidental, exigeant une couverture médiatique accrue sous forme de campagnes numériques, de produits multimédia et d'articles publiés dans les médias des Nations Unies. L'accent a été mis sur le renforcement de la présence des opérations de maintien de la paix sur les réseaux sociaux, avec notamment l'ouverture en mai 2016 d'un compte Instagram des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.</p>
290 réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact	322	<p>Réunions</p> <p>Les demandes supplémentaires présentées par les États Membres et d'autres parties prenantes expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.</p>

* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir A/71/726.

35 réunions d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et relatives aux politiques concernant tous les aspects du maintien de la paix

4 réunions d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration, dont une consacrée aux questions relatives à la sûreté, la sécurité et la résilience de l'Organisation et une autre aux mesures prises pour renforcer encore l'efficacité du personnel en tenue des missions

40 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur l'évolution sur le plan opérationnel des activités de maintien de la paix

Points de presse trimestriels sur les principales questions de maintien de la paix et 150 entretiens avec les médias consacrés à des questions propres à telle ou telle mission, à la déontologie et à la discipline et à des questions militaires, de police et de sécurité

37 Réunions d'information ont été organisées à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et relatives aux politiques concernant tous les aspects du maintien de la paix.

4 Réunions d'information ont porté notamment sur la sécurité dans les opérations de maintien de la paix, la gestion des risques de sécurité auxquels le personnel des missions fait face, la résilience organisationnelle, la gestion des crises et les directives y relatives ainsi que l'appui aux centres d'opérations conjoints et aux cellules d'analyse conjointes au niveau des missions.

Pour ce qui est de l'efficacité du personnel en tenue des missions, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix a décidé de reporter à la prochaine session une réunion d'information sur les problèmes d'ordre structurel qui se posent dans le domaine du maintien de la paix.

77 Réunions d'information ont eu lieu à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur le déroulement et l'évolution des opérations de maintien de la paix.

Les demandes supplémentaires présentées par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

11 Points de presse sur les principales questions de maintien de la paix.

200 Entretiens avec les médias et points de presse

Ces résultats supérieurs aux prévisions s'expliquent par l'intérêt accru des médias pour les questions de déontologie et de discipline, les activités se déroulant dans les opérations de maintien de la paix déployées dans des pays francophones et la tenue du Sommet sur le maintien de la paix.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
1 module de formation en ligne sur l'utilisation et l'administration du site intranet du Département des opérations de maintien de la paix mis au point pour faciliter l'accès aux informations internes dans le cadre des nouvelles opérations de maintien de la paix	1	Module de formation a été mis au point pour appuyer l'administration du site intranet du Département des opérations de maintien de la paix.
Actualisation des consignes relatives à la structure et aux programmes des bureaux d'information à l'intention des opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou faisant l'objet d'importants remaniements	Oui	Des consignes ont été données à toutes les opérations de maintien de la paix dans le cadre de la politique d'information et de communication stratégique sur le terrain, qui est en cours de remaniement.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Extension du cadre de gestion numérique des documents à toutes les missions de maintien de la paix et fourniture de conseils actualisés sur la communication sous forme numérique et l'utilisation des réseaux sociaux	Oui	Un cadre de gestion numérique des documents a été étendu à toutes les missions de maintien de la paix via l'intranet. Des conseils sur la communication sous forme numérique et l'utilisation des réseaux sociaux ont été intégrés à la politique d'information et de communication stratégique sur le terrain, qui a été remaniée et diffusée à toutes les opérations de maintien de la paix.
15 évaluations sur la mise en œuvre des consignes de sécurité dans les missions de maintien de la paix	15	Évaluations de la mise en œuvre des consignes de sécurité ont été menées conjointement avec le Département de la sûreté et de la sécurité.
Évaluations de la gestion des risques de sécurité auxquels le personnel des missions fait face et de la mise en œuvre de programmes de gestion de la résilience organisationnelle dans les opérations de maintien de la paix	Oui	Des évaluations des dispositifs de gestion des risques de sécurité auxquels le personnel des missions fait face et des programmes de gestion de la résilience organisationnelle ont été menées à bien grâce à une coopération continue avec toutes les opérations de maintien de la paix; des rapports d'évaluation ont été demandés par télégramme chiffré et un appui a été fourni aux coordonnateurs de la sécurité du personnel des missions et de la résilience organisationnelle sur le terrain.

1 stage de formation à la sécurité sur le terrain et
1 stage de formation à la résilience organisationnelle
destinés au personnel des opérations de maintien de
la paix

Mise au point d'un module de formation en ligne
sur les informations sensibles ou confidentielles au
sein des opérations de maintien de la paix

1 atelier organisé à l'intention des chefs des cellules
d'analyse conjointe des missions pour les aider à
faire en sorte que la gestion de ces cellules soit
conforme aux objectifs stratégiques de maintien de
la paix et à renforcer la coopération entre les
missions en cas de crise, et 2 sessions de formation
sur l'analyse des opérations et des informations à
l'intention du personnel des centres d'opérations
conjointes et des cellules d'analyse conjointe

5 visites organisées dans des opérations de maintien
de la paix pour fournir un appui technique aux
centres d'opérations conjoints et aux cellules
d'analyse conjointe

3 évaluations techniques des besoins en matière
d'information des opérations de maintien de la paix
faisant l'objet d'importants remaniements ou faisant
face à des problèmes particuliers liés à l'information

4 rapports sur les problèmes systémiques relatifs
aux opérations de maintien de la paix et le
renforcement du partenariat du maintien de la paix

10 recommandations concernant la gestion des
risques de sécurité applicables au maintien de la
paix inscrites dans les politiques et procédures
établies par le Réseau interorganisations pour la
gestion des mesures de sécurité

1 Stage de formation à la sécurité sur le terrain.

1 Stage de formation à la résilience
organisationnelle.

1 Module de formation en ligne sur les
informations sensibles ou confidentielles au sein
des opérations de maintien de la paix a été mis au
point et diffusé.

1 Atelier à l'intention des chefs des cellules
d'analyse conjointe

2 Sessions de formation à l'intention des chefs et
du personnel des centres d'opérations conjoints et
des cellules d'analyse conjointe ont été
organisées en partenariat avec le Centre
international norvégien de défense.

8 Visites ont été organisées dans 6 missions, pour
évaluer les progrès accomplis, fournir un appui et
rendre compte de l'application des politiques et
directives.

Ce résultat supérieur aux prévisions tient aux
visites supplémentaires organisées à la
MINUSCA, à l'UNFICYP et au BANUS en vue
du déploiement de « Sage », système de gestion
de l'information et de suivi et d'analyse des
incidents, permettant aux missions d'apprécier la
situation et d'en rendre compte. Les missions ont
bénéficié d'un appui technique au déploiement,
de formations destinées aux utilisateurs et de
directives de mise en œuvre.

3 Évaluations techniques portant sur les priorités et
la structure du Bureau de l'information de chaque
mission ont été menées à la MONUSCO (2) et à
la MINUSCA.

4 Rapports ont été établis, dont 3 sur le Moyen-
Orient et 1 sur la déontologie et la discipline à la
MINUSCA. En outre, une note portant sur les
problèmes de gestion et de contrôle à la
MINUSCA a été publiée.

11 Recommandations ont été formulées sur les
politiques et procédures de sécurité concernant
les premiers secours; la stratégie « Sauver des
vies ensemble »; la gestion des risques relatifs à
la sécurité du domicile; la formation en matière
de sécurité; la gestion des crises en lien avec la
sécurité; les questions d'égalité des sexes en

matière de sécurité; la politique relative aux manuels de sécurité; les services de sécurité privés non armés; le devoir de protection; le partage des coûts budgétaires à l'échelle locale; et les stratégies de sécurité routière.

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
40 rapports de fond du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des questions multidimensionnelles	43	Rapports de fond ont été établis sur des questions multidimensionnelles Ce résultat supérieur aux prévisions tient aux rapports supplémentaires demandés, notamment aux rapports spéciaux sur l'examen stratégique et l'évaluation de la MINUSCA, de la MINUAD, de la MINUSS et de l'ONUCI.
40 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	40	Lettres.
140 notes consultatives de fond destinées à être utilisées lors des réunions d'information et échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix	209	Notes consultatives de fond Ce résultat est supérieur aux prévisions en raison de l'intensification des échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix et de la multiplication des activités de la MINUSCA, de la MINUSMA et de la MINUSS.
40 consultations avec les pays qui fournissent des contingents et des forces de police pour les informer des faits nouveaux concernant la situation politique et opérationnelle dans toutes les opérations de maintien de la paix	38	Consultations Ce résultat est inférieur aux prévisions car, du fait des remaniements de la MINUSMA et de l'ONUCI, les consultations ont été moins nombreuses que prévu.
60 exposés oraux et 51 notes hebdomadaires d'information à l'intention du Conseil de sécurité sur des questions de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions et en ce qui concerne le soutien à l'AMISOM, ainsi que sur le partenariat stratégique avec l'Union africaine	54	Exposés oraux Ce résultat est inférieur aux prévisions car le Conseil de sécurité a demandé moins d'exposés que prévu.
	51	Notes hebdomadaires ont été établies et présentées au Conseil de sécurité

Exposés et consultations destinés à répondre à toutes les demandes de l'Assemblée générale, des missions permanentes, des organismes, des institutions de Bretton Woods, des organisations internationales et régionales s'occupant de sécurité et de gouvernance ainsi que des organisations non gouvernementales sur les problèmes de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix et en ce qui concerne l'appui à l'AMISOM

Oui Il a été donné suite à toutes les demandes d'exposés ou de consultations, notamment celles concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
4 documents sur les concepts d'opérations ou concepts de mission intégrés, mis au point conformément aux mandats du Conseil de sécurité pour les nouvelles opérations de maintien de la paix ou les opérations en cours exigeant d'importants remaniements	4	Documents sur les concepts d'opérations ou concepts de mission intégrés ont été mis au point pour 4 opérations de maintien de la paix (MINUSMA, ONUCI, MINUK et FISNUA). Pour la MINUK et la FISNUA, aucun remaniement majeur n'a été jugé nécessaire à l'issue du processus de planification.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives intégrées à l'intention de toutes les missions sur les questions opérationnelles stratégiques, tactiques et politiques	Oui	Des directives ont été communiquées à toutes les missions de maintien de la paix, notamment par l'envoi de 715 communications officielles (télégrammes chiffrés) donnant des conseils pratiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises, ainsi que des orientations sur les opérations à mener et les procédures à suivre pour la conduite des fonctions officielles et des opérations des missions.
Examen, en collaboration avec les entités présentes sur le terrain, des progrès accomplis par toutes les missions intégrées ou intervenant dans un cadre intégré par rapport aux résultats prioritaires énoncés dans chaque cadre stratégique intégré, analyse des obstacles rencontrés et formulation de recommandations	Oui	Dans 6 missions, les cadres stratégiques intégrés sont à jour et des groupes de travail intégrés ont évalué les progrès accomplis au regard des résultats prioritaires fixés dans ces cadres. Dans 3 missions, les cadres stratégiques intégrés sont en cours d'établissement ou de mise à jour et des groupes de travail intégrés ont examiné les progrès accomplis.

Conseils et appui concernant l'application de la politique d'évaluation et de planification intégrées fournis à 4 processus de planification	4 Opérations de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA, MINUSS et ONUCI) ont bénéficié de conseils et d'un appui.
25 visites à des fins d'évaluation technique intégrée ou d'évaluation ciblée sur une seule question, qui contribuent ou aboutissent à l'établissement de rapports offrant une orientation générale et une aide pour les opérations de maintien de la paix et un appui pour l'AMISOM sur les questions de planification et d'exécution du mandat	24 Visites ont été effectuées à des fins d'évaluation technique intégrée ou d'évaluation ciblée dans 11 missions et un appui a été apporté à l'AMISOM et au BNUUA.
4 rapports sur les évaluations stratégiques intégrées consacrés à des opérations de maintien de la paix pour examiner les démarches, problèmes ou possibilités en ce qui concerne l'exécution des mandats, et faire des recommandations	5 Évaluations stratégiques intégrées ont été menées dans 4 missions (MINUSCA, MINUSMA, MINUSS et ONUCI) et une évaluation conjointe Union africaine-ONU a été réalisée pour la MINUAD. Ce résultat est supérieur aux prévisions en raison de l'évolution du contexte opérationnel dans ces missions.
5 notes consultatives sur la coopération stratégique de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine en matière de maintien de la paix, y compris la mise en service de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et la coopération triangulaire de l'ONU, de l'Union africaine et de l'Union européenne	11 Notes consultatives et télégrammes chiffrés, dont 3 notes sur la coopération stratégique entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies et 8 télégrammes chiffrés adressés au BNUUA et portant sur le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union africaine.
1 examen des progrès accomplis dans la mise en place opérationnelle de la Force africaine en attente, en coordination avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Département des affaires politiques et d'autres partenaires	Non Le BNUUA, qui représentait également le Bureau des opérations, a participé à l'examen de la Force africaine en attente.

c) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 exposés à l'intention d'États Membres, d'organisations régionales et d'instituts de maintien de la paix sur les activités contribuant au maintien de la paix, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix, la protection des civils et l'évolution des besoins opérationnels, en	11	Exposés ont été présentés, dont 6 à l'intention d'États Membres et 5 à l'intention d'organisations régionales (Union africaine, Union européenne, OTAN (2) et Comité Jurídico Militar de las Américas).

vue de susciter un appui aux démarches stratégiques et opérationnelles des opérations de maintien de la paix.

33 réunions d'information organisées à la demande du Conseil de sécurité en vue d'examiner des éléments nouveaux, des évolutions prévues, des situations de crise ou des modifications à apporter aux mandats de missions de maintien de la paix.

12 rapports d'analyse stratégique sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix et sur l'évolution des zones de conflit.

26 réunions d'information à l'intention des pays qui fournissent des contingents sur les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, les évolutions prévues, les situations de crise, l'évaluation des risques et des menaces, les modifications apportées aux mandats, les études de capacités, les activités et les plans, les règles d'engagement, les états des besoins des forces et les états de besoins par unité, la constitution des forces, ainsi que sur les aspects opérationnels de la mise en œuvre des recommandations du Groupe consultatif de haut niveau (voir les résolutions 67/261 et 68/281).

Les demandes supplémentaires présentées par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

42 Réunions d'information ont été organisées, dont 22 à l'intention du Comité d'état-major et 20 réunions d'information formelles à l'intention des pays fournisseurs de contingents.

Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par les conditions régnant dans la zone de la MINUSMA et de la MONUSCO et la situation à laquelle la MINURSO a dû faire face ainsi que par l'introduction du Système de préparation des moyens de maintien de la paix.

42 Rapports d'analyse stratégique

Ce résultat est supérieur aux prévisions en raison des conditions de sécurité au Moyen-Orient, au Sahel, dans la région des Grands Lacs et en Somalie.

28 Réunions d'information ont été organisées à l'intention des pays qui fournissent des contingents.

Ce résultat est supérieur aux prévisions en raison de la situation à laquelle les pays qui fournissent des contingents à la MINURSO ont dû faire face.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 documents sur les concepts stratégiques d'opérations, l'état des besoins de la force et les règles d'engagement des nouvelles opérations de maintien de la paix et des opérations auxquelles d'importants changements ont été apportés	2	Documents sur les concepts d'opérations pour la MINUSTAH et la MINUL Ce résultat inférieur aux prévisions tient au fait que les changements et remaniements dont les opérations de maintien de la paix ont fait l'objet ont été moins importants que prévu. Un état des besoins par unité a été établi pour la MONUSCO.

3 exposés à l'intention des pays qui fournissent des contingents, s'apprêtent à le faire ou l'envisagent, offrant des conseils militaires sur les besoins opérationnels particuliers des nouvelles opérations de maintien de la paix et des opérations auxquelles d'importants changements ont été apportés

Déploiement d'un noyau de militaires ou d'une équipe d'appui au personnel militaire dans les missions, nouvelles ou non, pour une période pouvant aller jusqu'à 90 jours

10 Exposés ont été présentés à l'intention des pays qui fournissent des contingents.

Les demandes supplémentaires présentées par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

Non Aucune demande de déploiement pour les opérations de maintien de la paix n'a été formulée, mais du personnel d'appui militaire s'est rendu sur place pour participer à l'examen et à l'adaptation du concept d'opérations de l'AMISOM pour 2016.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
14 rapports d'analyse stratégique ou de suivi concernant les composantes militaires d'opérations de maintien de la paix	18	Rapports d'analyse stratégique ou de suivi Ce résultat est supérieur aux prévisions en raison de l'évolution, sur le plan opérationnel, des activités de la MINUSCA, de la MINUSMA et de la MINUSS.
10 rapports évaluant les capacités de pays fournissant des contingents, y compris avant le déploiement	9	Rapports d'évaluation, y compris avant le déploiement Ce résultat est inférieur aux prévisions en raison de l'évolution des priorités et de l'augmentation du nombre d'exposés visant à fournir des conseils.
14 bilans actualisés des menaces pesant sur les opérations militaires des missions de maintien de la paix	12	Bilans actualisés des menaces Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par les changements de méthodologie et l'adoption d'une optique régionale pour ce qui est de l'analyse et de l'évaluation.
1 conférence des chefs des composantes militaires de toutes les opérations de maintien de la paix	1	Conférence des chefs des composantes militaires a eu lieu en mai 2016 à New York.
3 ateliers régionaux sur l'application du manuel à l'usage des unités militaires des Nations Unies	5	Ateliers régionaux ont été organisés en Allemagne, au Bangladesh, au Brésil, en Grèce et au Pakistan. Les demandes supplémentaires présentées par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

2 présentations à l'intention des États Membres sur le cadre d'assurance de disponibilité opérationnelle

5 Présentations ont eu lieu au Bangladesh, aux États-Unis, en Grèce, au Pakistan et aux Philippines.

Les demandes supplémentaires présentées par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

Révision du Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies et des directives sur la lutte contre les engins explosifs improvisés à l'intention du personnel de maintien de la paix

Non En raison d'un changement de priorités, le Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies sera révisé pendant l'exercice 2017/18. Malgré les progrès faits par le Groupe de travail chargé de la lutte contre les engins explosifs improvisés au cours de l'exercice considéré, les directives n'étaient pas encore prêtes au 30 juin 2016.

d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
30 exposés destinés aux États Membres, aux organes intergouvernementaux, aux groupes d'amis, aux groupes régionaux et aux institutions spécialisées, portant sur les moyens d'améliorer l'exécution des activités prescrites dans les missions dans le cadre de partenariats établis dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	30	Exposés relatifs à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité ont été présentés, 9 portant sur des questions de justice et d'administration pénitentiaire et 21 sur le maintien de l'ordre.
Contribution à 48 rapports du Secrétaire général et à d'autres documents publiés par le Conseil de sécurité et les organes délibérants sur les questions de police, de justice et d'administration pénitentiaire, le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, la lutte antimines, la gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés et la réforme du secteur de la sécurité	48	Rapports publiés contiennent des éléments fournis par le Bureau.
72 séances d'information sur les questions relatives au maintien de la paix à l'intention des organes délibérants, des États Membres, des organes intergouvernementaux, des groupes d'amis, des organisations régionales et des pays fournisseurs d'effectifs de police dans les domaines suivants : police (32); justice et administration pénitentiaire (10);	72	Séances d'information ont été organisées.

lutte antimines et gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés (10); désarmement, démobilisation et réintégration (10); réforme du secteur de la sécurité (10)

4 documents d'information sur l'évolution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les opérations de maintien de la paix

1 rapport multidonateurs sur les activités de lutte antimines menées dans 10 opérations de maintien de la paix au maximum

6 Documents d'information ont été élaborés, dont un document récapitulatif sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les opérations de maintien de la paix.

Le nombre de documents établis est plus important que prévu en raison de l'évolution des opérations sur le terrain, en particulier à la MINUSCA et à la MINUSMA.

1 Rapport (le rapport annuel de 2015 du Service de la lutte antimines de l'ONU qui couvre les activités de 10 opérations de maintien de la paix) a été publié et distribué aux donateurs.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement, mise en place ou modification rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
8 séances d'information sur la mise en place de capacités permanentes, la fourniture de ressources, la répartition des tâches et la création des capacités spécialisées à déploiement rapide nécessaires dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et sur la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires, organisées à l'intention des États Membres, des institutions, fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des institutions et organismes spécialisés	8	Séances d'information sur la mise en place de capacités permanentes et sur la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires ont été organisées.
13 rapports de fin de mission (5 sur les questions de police, 3 sur les questions de justice, 3 sur les questions d'administration pénitentiaire et 2 sur les questions de lutte antimines et de gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés) sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ainsi que sur l'appui en cours des opérations de maintien de la paix nouvelles ou existantes	16	Rapports de fin de mission (7 sur les questions de police, 3 sur les questions de justice, 4 sur les questions d'administration pénitentiaire et 2 sur les questions de lutte antimines et de gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés) ont été élaborés. Le nombre de rapports de fin de mission est supérieur aux prévisions parce qu'un effectif supplémentaire a été déployé pour aider aux activités de protection policière à la MINUSS et qu'un conseiller pour les questions de police de la FINUL a terminé sa mission plus tôt que prévu.

2 campagnes d'information destinées à différents groupes cibles n'appartenant pas au système des Nations Unies relatives aux avis de vacance de poste types dans le domaine des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et 1 campagne d'information visant à faire connaître la liste de réserve d'experts de la réforme du secteur de la sécurité de l'ONU

47 séances d'information/exposés organisés dans le pays sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix, y compris sur la sélection, le recrutement, le déploiement et la relève des effectifs

2 Campagnes d'information sur les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont été entreprises.

1 Séance d'information a été organisée pour les membres du Conseil de direction de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité en novembre 2015.

48 Séances d'information et exposés ont été organisés sur les questions de police, y compris les normes de déploiement, les modalités de remboursement, les procédures de vérification et d'évaluation des unités de police constituées et les normes relatives à l'instruction et à l'entraînement préalables au déploiement.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement ou mise à jour des plans opérationnels, des consignes permanentes et des concepts d'opérations de 5 composantes police d'opérations de maintien de la paix	7	Documents ont été établis : 3 concepts d'opérations pour la MINUSCA, la MONUSCO et la FISNUA; 1 ensemble d'instructions permanentes pour la MINUAD; et 3 plans opérationnels. Le produit réalisé est supérieur aux prévisions parce que la MINUSCA a demandé des directives supplémentaires pour planifier les préparatifs de la visite du pape en République centrafricaine et les opérations de l'Équipe spéciale conjointe de Bangui, notamment en ce qui concerne les élections.
47 séances d'information ou exposés organisés sur place sur des questions de police dans les opérations de maintien de la paix, et certifications dans le déploiement ou la relève suivant le recrutement, la sélection, l'évaluation ou l'inspection du matériel	48	Certifications ont été effectuées : 30 concernant des personnes, notamment des membres de la police, et 18 concernant les unités de police constituées et le matériel.
2 documents directifs et supports de formation pour les spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, et 1 document directif sur la réforme du secteur de la sécurité	2	Documents directifs ont été établis : politique d'appui à l'administration pénitentiaire dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies; et directives pour l'adaptation et l'utilisation des indicateurs de l'état de droit des Nations Unies.
	1	Document directif sur la réforme du secteur de la sécurité intitulé <i>Securing Development: Public Finance and the Security Sector – A Guide to Public Expenditure Reviews in the Security and Criminal Justice Sectors</i> a été établi dans le cadre

1 consigne permanente, 1 étude des enseignements tirés de l'expérience ou 1 note d'orientation sur les aspects opérationnels essentiels des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration

Coprésidence de 10 visioconférences organisées avec les groupes de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration pour élaborer des directives et mettre en commun les meilleures pratiques, et coprésidence de 6 réunions de l'équipe spéciale interinstitutions sur la réforme du secteur de la sécurité, organisées pour élaborer des directives et des programmes communs aux opérations de maintien de la paix

Organisation d'une session de formation à l'intention de 25 responsables de la planification (police) des opérations de maintien de la paix

2 missions d'évaluation technique visant à fournir une assistance technique aux opérations de maintien de la paix dans les domaines de la sécurité physique, de la gestion des stocks et des engins explosifs improvisés

5 conférences : 1 à l'intention des chefs des composantes police des opérations de maintien de la paix, 1 à l'intention des chefs des composantes justice et administration pénitentiaire, 1 à l'intention des chefs ou hauts responsables des composantes réforme du secteur de la sécurité sur le terrain, 1 à l'intention des hauts responsables des composantes désarmement, démobilisation et réintégration, et 1 à l'intention des chefs des composantes lutte antimines, organisées afin de donner des orientations, d'échanger des informations, de mettre en commun les pratiques optimales, d'examiner les objectifs stratégiques et d'améliorer la coordination

de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité et sous la direction de la Banque mondiale.

1 Consigne permanente sur la réduction de la violence de quartier pour la MONUSCO a été élaborée (le texte provisoire du document a été établi durant l'exercice considéré et la version définitive peu après, en octobre 2016).

1 Étude des enseignements retenus des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration à la MINUSCA a été élaborée.

1 Note d'orientation sur le dialogue avec les groupes armés à la MINUSCA a été élaborée.

4 Visioconférences ont été organisées.

Le produit exécuté est inférieur aux prévisions parce qu'il a été décidé, en concertation avec le Programme des Nations Unies pour le développement (Coprésident), de tenir des réunions trimestrielles afin d'en renforcer les effets stratégiques.

6 Réunions coprésidées de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité ont été organisées.

1 Stage de formation a été organisé pour 25 responsables de la planification (police) en octobre 2015.

2 Missions d'évaluation techniques ont été effectuées au BANUS et à la MINUSMA.

5 Conférences ont été organisées : la semaine de la police des Nations Unies; une réunion stratégique des chefs des composantes justice et administration pénitentiaire; une conférence des chefs et des hauts responsables des composantes réforme du secteur de la sécurité des missions; une conférence sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration; et la 19^e Réunion internationale des directeurs de programmes nationaux de lutte antimines et des conseillers de l'ONU.

43 rapports d'évaluation de l'appui technique ou stratégique nécessaire à l'exécution des activités ou des mandats des opérations de maintien de la paix concernant la police (10), la justice (7), l'administration pénitentiaire (7), la lutte antimines, la gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés (5), les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (9) et la réforme du secteur de la sécurité (5)

1 document d'orientation ou des consignes permanentes relatives aux améliorations à apporter à la Force de police permanente des Nations Unies

1 examen mené conjointement par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies sur les dépenses publiques dans le contexte du maintien de la paix

43 Rapports d'évaluation de l'appui technique ou stratégique ont été établis : 10 sur les activités de maintien de l'ordre, 14 sur l'exécution des activités prescrites en matière de justice et d'administration pénitentiaire, 5 sur la lutte antimines et la gestion des armes, des munitions et des engins explosifs improvisés, 9 sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et 5 sur la réforme du secteur de la sécurité.

1 Évaluation a été entreprise et des recommandations pratiques ont été formulées sur les améliorations à apporter à la Force de police permanente, recommandations qui doivent être prises en compte dans le prochain plan d'exécution de la Division de la police.

1 Examen a été mené conjointement avec la Banque mondiale et la MINUL en octobre 2015 (analyse des dépenses publiques au Libéria).

e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
2 séances d'information informelles à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 10 séances d'information bilatérales à l'intention des États Membres, portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	2 10	2 Séances d'information informelles ont été organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. 10 Séances d'information bilatérales ont été organisées à l'intention des États Membres.
1 rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur la suite donnée à ses recommandations	1	1 Rapport (A/70/579) a été présenté.
7 séances d'information à l'intention des États Membres, 12 séances d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 4 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité et du Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, portant sur des questions thématiques	7	7 Séances d'information ont été organisées sur les thèmes suivants : la protection de l'enfance (3); les femmes et la paix et la sécurité; le maintien de la paix et la gestion des conflits; la technologie et l'innovation; et un cadre directeur pour le renseignement dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

intersectorielles, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et les nouvelles questions stratégiques ayant une incidence sur les opérations de maintien de la paix

4 déclarations liminaires des Secrétaires généraux adjoints aux opérations de maintien de la paix et à l'appui aux missions lors des débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

5 ateliers ou séances d'information à l'intention des experts techniques envoyés par les États Membres et des partenaires sur les directives nouvelles ou actualisées, la formation et les orientations sur les questions thématiques intersectorielles, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et les nouvelles questions stratégiques ayant une incidence sur les opérations de maintien de la paix

12 Séances d'information ont été organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les thèmes suivants : le maintien de la paix, la planification et la transition; la technologie et l'innovation; la formation et les pratiques optimales; le personnel en tenue; les femmes et la paix et la sécurité; la mise en place d'un solide dispositif d'appui aux missions; les meilleures pratiques en matière de protection de l'enfance; l'intégration des fonctions de protection à la composante droits de l'homme; une approche axée sur la personne humaine et les affaires civiles; les normes et capacités médicales; la déontologie et la discipline; le désarmement, la démobilisation et la réintégration; et la réforme du secteur de la sécurité.

4 Séances d'information ont été organisées à l'intention du Conseil de sécurité et de son groupe de travail sur les thèmes suivants : MINUSMA – une opération de maintien de la paix dans un contexte de terrorisme; protection de l'enfance en Soudan du Sud et en Afghanistan; détention des enfants associés aux forces et groupes armés; et technologie et innovation.

4 Déclarations liminaires ont été faites.

6 Ateliers et séances d'information qui ont été organisés par la Division ou auxquels elle a participé : 1 atelier et 2 séances d'information sur les femmes et la paix et la sécurité, 1 séance d'information sur le groupe de travail sur la protection de l'enfance, 1 atelier sur les outils géospatiaux et la technologie de communication mobile, et 1 séance d'information sur la constitution des forces et les initiatives de renforcement des capacités.

Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison du désir accru des États Membres et des partenaires d'être tenus informés de l'évolution rapide des contextes propres aux opérations de maintien de la paix et de participer à l'élaboration de nouvelles directives et à la planification des activités de formation.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en place d'un mécanisme permettant à l'Union européenne de déterminer comment elle pourrait apporter un appui à la planification et au déploiement rapide des opérations de maintien de la paix et de fournir cet appui	Oui	<p>Les mécanismes de coordination entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions d'une part, et l'Union européenne, d'autre part, ont été renforcés afin de permettre à cette dernière de déterminer comment elle pourrait aider plus efficacement à la planification et au déploiement rapide des opérations de maintien de la paix et de le faire.</p> <p>Une analyse a posteriori a été faite sur la transition de la force de maintien de la paix dirigée par l'Union européenne en République centrafricaine à la MINUSCA.</p>

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 exposés à l'intention d'organismes nationaux ou régionaux de formation au maintien de la paix, de centres de réflexion et d'instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix, portant sur des questions thématiques intersectorielles, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et les nouvelles questions stratégiques ayant une incidence sur les opérations de maintien de la paix	10	Exposés, séances d'information, interventions, débats et ateliers ont été organisés : 2 au Centre international des forces armées suédoises (à des dates distinctes); 2 à l'Organisation internationale de la Francophonie (Universités de Montréal et Paris); 1 à l'Institut international pour la paix; 1 à l'Institut des opérations de stabilisation et de maintien de la paix; 1 à la Fondation Carnegie; 1 à la National Defence University du Pakistan; 1 à l'International Crisis Group; et 1 à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
12 séances d'information à l'intention des institutions financières internationales, des organismes et des organisations non gouvernementales internationaux et régionaux, portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et les questions connexes	12	Séances d'information ont été organisées sur les thèmes suivants : gestion du savoir; protection des civils; partenariats dans les opérations de maintien de la paix actuelles; accélération de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité dans la région (atelier des conseillers pour la problématique hommes-femmes); formation spécialisée sur la protection de l'enfance; et gestion des crises.
6 rapports d'évaluation (4 sur des missions et 2 sur un thème)	4	Rapports d'évaluation de missions, portant sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'établissement des structures des missions, ont été élaborés.

- Le nombre de rapports établis est plus faible que prévu parce que l'évaluation des besoins standard et des mémorandums d'accord a été confiée à un autre groupe de travail du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et que l'évaluation des premières activités de consolidation de la paix n'a finalement pas eu lieu, les quatre évaluations de missions ayant pris plus de temps et nécessité plus de ressources que prévu.
- 2 initiatives ou projets pilotes à mettre en place conjointement avec la Banque mondiale dans deux opérations de maintien de la paix (1 par opération)
- 2 Initiatives ont été mises en place conjointement avec la Banque mondiale pour appuyer : les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la création d'un système de coordination et de surveillance du relèvement de la crise et de la consolidation de la paix en République centrafricaine; et un projet visant à évaluer la productivité de l'industrie extractive en République démocratique du Congo.
- 3 stages de formation à l'intention de 75 formateurs au maintien de la paix détachés par des États Membres, 8 visites de validation des programmes de formation, 3 activités itinérantes d'appui à la formation, et mise au point de programmes de formation complémentaires à la formation préalable au déploiement proposée par les États Membres aux militaires et policiers déployés dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies
- 3 Stages de formation ont été organisés à l'intention de 75 formateurs au maintien de la paix venant des États Membres.
- 8 Visites de validation des programmes de formation ont été effectuées.
- 4 Activités itinérantes d'appui à la formation ont été organisées et des programmes de formation complémentaires à l'instruction et à l'entraînement préalables au déploiement ont été mis au point.
- Le produit exécuté est supérieur aux prévisions parce que la République-Unie de Tanzanie a demandé qu'une formation supplémentaire soit organisée avant la relève des contingents dans une mission de maintien de la paix.
- 2 normes applicables à la formation préalable au déploiement dans les opérations de maintien de la paix élaborées et mises à la disposition de tous les organismes de formation au maintien de la paix
- 2 Normes applicables à la formation préalable au déploiement dans les opérations de maintien de la paix ont été élaborées : un guide pratique de l'évaluation des programmes de formation préalable au déploiement, et un support de formation standard pour les unités de police constituées.
- 1 atelier à l'intention du personnel des centres intégrés de formation du personnel des missions, toutes opérations de maintien de la paix confondues, et 5 activités de formation et 20 cours de préparation au déploiement à l'intention de 320 membres du personnel civil de maintien de la paix
- 1 Atelier a été organisé.
- 5 Ateliers de perfectionnement ont été organisés.
- 23 Cours de préparation au déploiement ont été dispensés à 371 membres du personnel civil des missions de maintien de la paix.

Organisation de stages de formation sur l'encadrement, la gestion et l'administration dans les opérations de maintien de la paix à l'intention de 95 membres du personnel de maintien de la paix, dont 1 cours de formation à la direction des missions, 2 programmes pour les hauts responsables et 1 programme de formation des responsables des missions à l'administration et à la gestion des ressources

3 initiatives techniques et méthodologiques destinées à aider les États Membres, les missions, les bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et les autres partenaires à mettre au point et à proposer au personnel de maintien de la paix des programmes et supports pédagogiques spécialisés

6 documents d'analyse et discours sur les nouvelles questions transversales de politique générale dans le domaine du maintien de la paix

6 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience dans l'ensemble des missions, axés sur les grandes orientations, la réforme et les problèmes opérationnels au regard des priorités du Département

Le produit exécuté est supérieur aux prévisions parce que l'effectif déployé dans les missions de maintien de la paix a été plus important que prévu.

- 1 Cours de formation à la direction des missions a été dispensé à 26 personnes.
- 2 Programmes de formation ont été organisés pour 28 hauts responsables des missions de maintien de la paix.
- 1 Programme de formation à l'administration et à la gestion des ressources a été organisé pour 36 responsables des missions de maintien de la paix.
- 4 Ateliers ont été organisés sur : la méthode normalisée de mise au point d'exercices de simulation pour les opérations de maintien de la paix; une initiative spécialisée sur la constitution d'une liste des formateurs des missions; un cours destiné aux planificateurs nationaux d'États Membres chargés de contribuer aux opérations de maintien de la paix; et le renforcement du « centre d'appui » aux activités de formation relatives aux missions de maintien de la paix.
- 7 Documents d'analyse (3) et discours (4) ont été produits : un exposé à l'OTAN sur les difficultés en matière de maintien de la paix; un discours sur le rapport du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix; un discours sur l'évolution de la doctrine de maintien de la paix de l'ONU et des perspectives africaines; un discours sur l'incidence des recommandations des groupes d'experts de l'ONU sur les futures missions; un document d'analyse sur l'asymétrie des menaces existantes; un document d'analyse sur les activités de surveillance des cessez-le-feu; et un document d'analyse sur le renseignement dans le cadre du maintien de la paix.
- 6 Rapports ont été élaborés : une étude des meilleures méthodes d'application de la politique de protection de l'enfance dans les missions de la paix; un rapport d'examen a posteriori des enseignements retenus de la transition en matière de sécurité au Libéria; un rapport d'examen a posteriori du concept d'opérations de la MINUSMA; un rapport sur les enseignements retenus à la MINUSMA; un rapport sur le rôle du Centre de services mondial dans le démarrage des missions; et un rapport sur l'exécution des activités prescrites en matière de stabilisation à la MONUSCO.

Mise en place de 3 nouveaux réseaux d'experts dans le domaine des opérations de maintien de la paix ou amélioration des réseaux existants

1 document directif technique sur des questions intersectorielles liées au maintien de la paix, telles que les femmes et la paix et la sécurité, la protection des civils et la protection de l'enfance

16 rapports techniques, fondés sur des informations recueillies sur le terrain, sur l'application des directives et des enseignements tirés de l'expérience dans les opérations de maintien de la paix, en ce qui concerne notamment les femmes et la paix et la sécurité, les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la phase de transition et le VIH/sida

3 ateliers organisés à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des missions aux fins du partage des connaissances et de la formation

12 bulletins d'information électroniques à l'intention des opérations de maintien de la paix, portant sur les nouveaux rapports relatifs à la gestion des connaissances

3 Nouveaux réseaux d'experts sur la lutte antimines, les centres d'analyse conjointe et les orientations et la pratique ont été mis en place.

1 Document directif interinstitutions sur l'intégration des fonctions de protection à la composante droits de l'homme de toutes les missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques qui sont chargées de s'occuper du sort des enfants en temps de conflit armé et des violences sexuelles en période de conflit a été élaboré et diffusé aux missions en février 2016.

16 Rapports ont été établis, dont des rapports d'examen des activités de la MINUSCA et de l'ONUCI, des rapports de fin de mission et des rapports portant sur les sujets suivants : les principaux mécanismes d'appui aux missions; les obligations au regard des allégations de violations graves des droits de l'homme commises par les forces de sécurité internationale; la surveillance des cessez-le-feu; la protection des civils; le rétablissement et l'élargissement de l'autorité de l'État; le rétablissement de l'autorité de l'État et la lutte contre les violences intercommunautaires; la problématique hommes-femmes; les femmes et la paix et la sécurité; et la protection de l'enfance.

3 Ateliers ont été organisés : une conférence des conseillers principaux pour la protection des civils; un atelier à l'intention des conseillers pour la protection de l'enfance; et un atelier à l'intention des conseillers principaux pour la problématique hommes-femmes.

15 Bulletins d'information électroniques ont été diffusés.

Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison de la demande de directives et de documents répertoriant les meilleures pratiques dans certains domaines (activités programmatiques et les femmes et la paix et la sécurité) et du fait qu'un bulletin supplémentaire a été publié en juin 2016

B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui pour l'organisation de 1 sommet de l'Union africaine auquel assiste le Secrétaire général ou le Vice-Secrétaire général	1	Sommet de l'Union africaine s'est tenu à Addis-Abeba en janvier 2016 en présence du Secrétaire général.
1 réunion entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	1	Réunion : le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ont tenu leur consultation formelle le 24 mai 2016 à New York.
2 réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité	3	Réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité se sont tenues.
18 exposés au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur des questions relatives au maintien de la paix	18	Exposés ont été présentés.
1 réunion consultative de haut niveau avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest (BRSAO) et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC)	Non	Non pas une mais plusieurs réunions ont été tenues en marge d'autres événements à haut niveau, y compris le Sommet de l'Union africaine et les séances de l'Assemblée générale.
1 réunion et 6 visioconférences entre les bureaux du Secrétariat chargés des opérations de maintien de la paix et ceux de la Commission de l'Union africaine	8 9	Réunions se sont tenues. Visioconférences ont été organisées. Le produit exécuté a été supérieur aux prévisions en raison d'une demande supplémentaire liée à la mise en place du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité .
1 séminaire-retraite annuel réunissant le Bureau et l'Union africaine afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le perfectionnement du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité	Non	Le Bureau et l'Union africaine ont poursuivi la mise en œuvre du plan de travail du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, mais l'instrument/accord intitulé « Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, » n'a pas été signé officiellement. De plus, aucune session de travail conjointe n'a été organisée entre le Bureau et l'Union africaine,

<p>1 rapport annuel sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine en matière de maintien de la paix, 52 rapports hebdomadaires sur les activités menées par l'Union africaine dans ce domaine, et 12 télégrammes analytiques sur des questions stratégiques liées aux activités de maintien de la paix de l'Union africaine</p> <p>20 réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine, 4 réunions du Groupe thématique paix et sécurité créé dans le cadre du Programme décennal de renforcement des capacités et 4 réunions de chacun des 4 sous-groupes thématiques</p> <p>2 publications visant à informer un large public du partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine et des activités menées par le Bureau en appui à l'Union africaine</p>	<p>lesquels ont tenu plusieurs réunions quotidiennes ou hebdomadaires pour s'acquitter de leurs mandats respectifs et œuvrer à l'amélioration/la mise en œuvre du Cadre commun.</p> <p>1 Projet de rapport annuel établi sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine du maintien de la paix. Le rapport a été finalisé en octobre 2016 peu après la fin de l'exercice considéré.</p> <p>52 Rapports hebdomadaires ont été rédigés.</p> <p>18 Rapports analytiques ont été rédigés.</p> <p>11 Réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine se sont tenues au cours de l'exercice.</p> <p>Aucune réunion du Groupe thématique paix et sécurité de l'Union africaine ne s'est tenue au cours de l'exercice.</p> <p>Les groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique ont été abolis en application d'une décision prise à la réunion annuelle tenue en avril 2016, à laquelle le Bureau était représenté.</p> <p>9 Publications</p> <p>Le produit exécuté a été supérieur aux prévisions car le Bureau a également dû augmenter le nombre de publications pour proposer un état des lieux de la mise en œuvre de son mandat aux groupes cibles de l'ONU et au public.</p>
--	---

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de 5 rapports annuels sur les réalisations des composantes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	3	Rapports ont été établis : sur la Force africaine en attente, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Fonds africain pour la paix.
Révision et mise à jour de 12 manuels et instructions permanentes à l'usage de la Force africaine en attente et des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine	8	Les rapports annuels sur les 2 composantes restantes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (le Groupe des sages et le Comité d'état-major) n'ont pas été établis, en l'absence d'avancée notable au cours de l'exercice considéré.
		Manuels ont été révisés et mis à jour. 4 étaient en cours d'élaboration à la fin de l'exercice, en étroite coopération avec l'Union africaine.

Élaboration de 18 directives ou orientations pour appuyer les stratégies de renforcement des capacités du Département paix et sécurité de l'Union africaine

Participation à 18 stages ou ateliers organisés par l'Union africaine, les communautés économiques régionales ou les mécanismes régionaux pour appuyer les opérations et programmes de renforcement des capacités liés au maintien de la paix

Participation à 18 réunions de planification ou missions techniques organisées par l'Union africaine, les communautés économiques régionales ou les mécanismes régionaux pour soutenir les opérations de maintien de la paix et la mise en œuvre des directives convenues

Fourniture d'un appui et de conseils pour l'organisation d'activités complémentaires au cycle de formation sur le terrain AMANI Africa II en vue d'évaluer l'état de préparation de la Force africaine en attente, et pour la planification, le déploiement et la gestion des éventuelles opérations renforcées de l'AMISOM et des forces nationales somaliennes

Participation à 10 missions techniques organisées par l'Union africaine, conjointement avec les communautés économiques régionales ou les mécanismes régionaux afin d'appuyer la mise en place de la Force africaine en attente

5 Directives ont été finalisées et 13 autres étaient en cours d'élaboration à la fin de l'exercice considéré, en étroite collaboration avec l'Union africaine.

20 Stages et ateliers ont été organisés, notamment sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, les quartier généraux des forces, l'Ebola, le cycle AMANI Africa II, le plan de mise en place de l'AMISOM, la protection des civils, le déminage, la sûreté maritime, et les exigences de conformité spécifiques aux opérations d'appui à la paix de l'Union africaine.

20 Réunions de planification, notamment sur le cycle AMANI II, les concepts des opérations, l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, le désarmement, la démobilisation et la réintégration,, les pratiques exemplaires, l'AMISOM, la Force africaine en attente, l'Architecture africaine de paix et de sécurité, la feuille de route/le groupe de travail technique sur la Somalie, les mécanismes conjoints de coordination, les accords triparties avec l'AMISOM, ainsi que les priorités de la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine.

Oui 8 ateliers, des sessions de formation et des réunions ont été organisés, notamment la conférence sur les questions de logistique et d'évaluation, le cycle de formation aux quartiers généraux des forces, une initiation en vue du cycle de formation sur le terrain « AMANI Africa II » et un exercice militaire dans le cadre du cycle « AMANI II ».

10 Missions d'évaluation technique, visites d'inspection avant déploiement et évaluations aux fins de la planification des missions pour l'AMISOM, le Mali et l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur.

C. Département de l'appui aux missions

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 96 séances d'information sur des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes législatifs subsidiaires, du Conseil de sécurité et des organisations régionales	96	Séances d'information ont été organisées.
Présentation de 10 exposés sur des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions lors de conférences, de séminaires et d'autres forums publics	10	Présentations ont été effectuées.
Organisation de 8 visites auprès d'États Membres pour débattre des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions	9	Visites ont été effectuées.
Établissement de 55 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et de 35 rapports de synthèse sur l'état de mise en œuvre des 1 115 recommandations par ces organes	56	Réponses récapitulatives
	75	Des rapports de synthèse ont été élaborés sur l'état de mise en œuvre des 1 489 recommandations formulées par ces organes Le produit exécuté a été supérieur aux prévisions car les organes de contrôle ont établi plus de rapports que prévu, en particulier des recommandations critiques nécessitant des rapports plus fréquents.
Rédaction d'orientations et de documents de mise en œuvre sur les services partagés et la gestion de la chaîne d'approvisionnement en appui aux missions	Oui	Un document de politique générale a été publié en mai 2015 et des directives données à toutes les missions de maintien de la paix en août 2015, en plus d'une introduction succincte du document de politique générale.
Rédaction de 4 rapports sur les conclusions et les recommandations formulées par les commissions d'enquête	2	Rapports ont été établis. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions parce que le nombre d'affaires examinées par les commissions d'enquête au Siège a fortement augmenté et que des ressources ont donc dû être réorientées vers l'organisation des réunions de ces commissions.

Organisation de 24 séances d'information à l'intention des États Membres et des organisations non gouvernementales sur la stratégie globale de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les autres formes de comportement répréhensible du personnel des opérations de maintien de la paix

52 Séances d'information ont été organisées.

Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car un suivi plus étroit de la gestion des affaires disciplinaires a été assuré avec les États Membres et une suite a été donnée aux propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/70/729).

Organisation de 2 réunions du Groupe de travail du Comité permanent interorganisations pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

4 Réunions ont été organisées.

Le produit exécuté a été supérieur aux prévisions compte tenu de l'obligation de tenir des discussions ciblées sur des questions relatives à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et d'assurer une planification en la matière.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 2 plans d'ensemble d'appui aux missions	3	plans globaux d'appui aux missions ont été élaborés. Le produit exécuté a été supérieur aux prévisions compte tenu des décisions du Conseil de sécurité et des directives édictées par le Secrétaire général en matière de planification.
Organisation de 12 séances d'information sur les services d'appui aux opérations hors Siège à l'intention des missions permanentes	12	Séances d'information ont été organisées.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 10 visites sur le site d'opérations afin de conseiller les hauts responsables des missions sur des questions de gestion des ressources et d'appui aux missions relatives à l'exécution du mandat des missions	10	Visites ont été effectuées.
Tenue de 24 séances de consultation avec les chefs de mission sur des questions de gestion des ressources et d'appui relatives à l'exécution du mandat des missions	24	Séances de consultation se sont tenues.

<p>Organisation de 2 visites d'évaluation technique sur les sites d'opérations en vue de l'élaboration de plans d'appui aux missions</p>	<p>4 Visites ont été effectuées y compris 1 visite d'étude sur les capacités militaires, 2 visites pour faciliter la planification des interventions d'urgence et 1 visite axée sur la formation des planificateurs des missions aux aspects de la planification relatifs à l'appui aux missions.</p> <p>Le produit exécuté a été supérieur car davantage de ressources ont été nécessaires pour assurer l'appui aux missions du fait de l'évolution des conditions stratégiques et opérationnelles des opérations hors Siège.</p>
<p>Tenue de 28 séances de consultation avec les chefs et directeurs des opérations d'appui aux missions pour examiner et évaluer leurs réalisations</p>	<p>28 Séances de consultation se sont tenues.</p>
<p>Organisation de 3 visites d'information visant à élargir le réservoir de candidats pour des postes à responsabilité au sein des missions et à accomplir les objectifs institutionnels en matière de répartition géographique et de représentation hommes-femmes</p>	<p>3 Visites de prospection ciblées ont été effectuées.</p>
<p>Fourniture aux opérations hors Siège d'orientations en matière de gestion stratégique des risques, fondées sur l'analyse des conclusions et des recommandations formulées dans 102 rapports des organes de contrôle</p>	<p>Oui Des orientations stratégiques ont été communiquées en vue de la réalisation de 19 auto-évaluations par des missions de maintien de la paix, à la lumière des 132 rapports établis par les organes de contrôle.</p>
<p>Saisie de 1 155 recommandations formulées par les organes de contrôle et de 472 recommandations présentées par des commissions d'enquête dans leurs systèmes informatisés de suivi respectifs</p>	<p>1 489 Recommandations formulées par les organes de contrôle ont été saisies dans les systèmes.</p> <p>Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car les organes de contrôle ont formulé plus de recommandations que prévu.</p> <p>218 Recommandations formulées par des commissions d'enquête ont été saisies dans les systèmes de suivi.</p> <p>Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car les commissions d'enquête ont formulé moins de recommandations que prévu.</p>
<p>Organisation de 2 ateliers à l'intention des responsables des audits et des membres des commissions d'enquête au sein des missions sur les moyens d'améliorer les suites données aux recommandations formulées par les organes de contrôle et les commissions d'enquête</p>	<p>2 Ateliers ont été organisés à l'intention de 25 responsables des audits et de 27 membres des commissions d'enquête de 13 missions de maintien de la paix.</p>
<p>Réalisation de 4 examens de dispositifs de contrôle interne dans les missions</p>	<p>2 Examens ont été réalisés.</p> <p>Le produit exécuté est inférieur aux prévisions compte tenu de la redéfinition des priorités des activités planifiées, afin de répondre à</p>

Réalisation de 3 examens des procédures des commissions d'enquête dans les missions	<p>l'augmentation du nombre de recommandations formulées par les organes de contrôle et d'en rendre compte.</p> <p>Non Aucun examen n'a été effectué compte tenu de l'augmentation constante du nombre d'affaires examinées par les commissions d'enquête au Siège ayant nécessité une réaffectation des ressources pour organiser les réunions de ces commissions.</p>
Organisation de 3 visites sur le site d'opérations de maintien de la paix en vue de fournir aux responsables et au personnel chargé de la déontologie et de la discipline une assistance et des conseils techniques en matière d'application de la stratégie de lutte contre l'exploitation et les violences sexuelles et les autres formes de comportement répréhensible	<p>2 Visites ont été effectuées à la MINUSCA et à la MONUSCO.</p> <p>La troisième visite n'a pas été effectuée compte tenu de la modification des priorités des activités prévues afin d'appliquer les propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/70/729) et de coordonner d'autres séances d'information et l'établissement de rapports sur la question.</p>
Analyse des rapports d'enquête relatifs à quelque 250 fautes qui auraient été commises dans le cadre des opérations de maintien de la paix, renvoi des affaires à l'ONU ou aux États Membres afin qu'ils prennent les mesures disciplinaires qui s'imposent et saisie dans le système de suivi des fautes professionnelles et de suivi des enquêtes de quelque 250 fautes présumées de catégorie I et 550 fautes présumées de catégorie II	<p>250 Rapports d'enquête ont été analysés et renvoyés aux États Membres ou aux entités du système des Nations Unies.</p> <p>288 Allégations de faute de catégorie I ont été enregistrées.</p> <p>562 Allégations de faute de catégorie II ont été enregistrées.</p> <p>Les produits exécutés ont été supérieurs aux prévisions en raison du renforcement des capacités de l'Équipe déontologie et discipline au sein de la MINUSCA et de l'amélioration des mécanismes de communication de l'information.</p>
Examen de 10 dossiers par jour en moyenne afin de vérifier les antécédents de candidats préalablement au recrutement dans une opération de maintien de la paix	<p>15 Dossiers par jour, en moyenne, ont été traités en plus de l'examen de dossiers supplémentaires. Le Bureau a examiné environ 1 700 dossiers supplémentaires par mois, en fonction des besoins, et a également traité les dossiers des membres des contingents et des policiers, du personnel des instances judiciaires et des centres pénitentiaires, des Volontaires des Nations Unies et des hauts responsables sélectionnés en vue d'un déploiement dans les missions.</p>
Suivi de l'usage fait d'environ 200 délégations de pouvoir en matière d'achats au personnel sur le terrain, y compris aux directeurs et chefs de l'appui aux missions	<p>194 Délégations de pouvoir ont fait l'objet d'un suivi sur le terrain.</p>

Fourniture aux missions d'orientations stratégiques en matière de planification des acquisitions, sur la base de la révision en cours des plans annuels des missions et des mises à jour périodiques de ces plans

Oui Les missions ont appliqué les nouvelles orientations en matière de planification des acquisitions et des modèles ont été diffusés. Les plans d'acquisition annuels ont été passés en revue au sein de la Base de soutien logistique des Nations Unies et transmis à la Division des achats du Département de la gestion. Des mises à jour périodiques de ces plans ont été communiquées pour analyse aux divisions du Département de l'appui aux missions (DAM) et publication de directives stratégiques à l'intention des missions.

Organisation d'un atelier à l'intention des chefs de section des achats des missions, portant sur la délégation de pouvoir en matière d'achat, la planification des acquisitions et d'autres questions se rapportant à l'examen du Comité des marchés

1 Conférence annuelle des chefs de section des achats a été organisée en collaboration avec la Division des achats du Département de la gestion.

Examen de 30 lettres d'affirmation afin de garantir leur conformité aux mesures de responsabilité applicables à l'ensemble des domaines de l'appui aux missions

30 Lettres d'affirmation ont été examinées.

b) Division du budget et des finances des missions

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Évaluation et calcul de l'ensemble des demandes de remboursement des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents ainsi que des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour toutes les missions concernées	2 990	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ont été traitées.
	342	Demandes au titre des lettres d'attribution ont été traitées.
	143	Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été traitées.
Évaluation, administration, vérification et certification des primes versées aux contingents et au personnel de police au titre des risques et du déploiement rapide de nouveaux moyens logistiques essentiels	Oui	Toutes les demandes de primes de risques pour la MINUL (19) et la MINUSMA (3) ont été traitées.
Évaluation et calcul des sommes à déduire du remboursement des dépenses afférentes au personnel lorsque du gros matériel fait défaut ou lorsqu'il est défectueux pour toutes les missions	4	L'évaluation et le calcul trimestriels du pourcentage correspondant au gros matériel hors service ou manquant pour chaque contingent ont été effectués et transmis à la Division du financement des opérations de maintien de la

Présentation aux États Membres de 4 exposés trimestriels sur les politiques et procédures en vigueur concernant les systèmes de remboursement des dépenses afférentes au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents et l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour les militaires et le personnel de police, et fourniture de conseils sur ces sujets.

Finalisation des négociations concernant au maximum 12 mémorandums d'accord relatifs au déploiement de nouveaux contingents dans les missions, et modification d'au maximum 20 mémorandums existants.

20 réunions d'information à l'intention des États Membres sur les systèmes de remboursement des dépenses afférentes au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents, dont 4 à l'occasion de visites d'inspection avant déploiement dans les pays fournissant des contingents et du personnel de police

Établissement de rapports trimestriels à l'intention des pays fournissant des contingents et du personnel de police concernant la non-livraison d'éléments requis de matériel appartenant aux contingents, et l'état d'avancement des mémorandums d'accord pour le remboursement des dépenses afférentes au matériel et des lettres d'attribution

paix du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité aux fins du calcul des déductions relatives au remboursement au titre des contingents.

4 Exposés sur les systèmes de remboursement présentés aux pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police

25 Les négociations des mémorandums d'accord ont été conclues.

Le produit a été supérieur aux prévisions, les gouvernements des pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police ayant répondu plus rapidement aux projets de mémorandum d'accord proposés par l'Organisation des Nations Unies.

97 Modifications ont été conclues.

Le produit est supérieur en raison de demandes supplémentaires de la part de pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police.

26 Présentations sur les mémorandums d'accord et le matériel appartenant au contingent ont été effectuées.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre de demandes ponctuelles des États Membres.

1 Visite d'inspection avant déploiement en Côte d'Ivoire a été effectuée.

Le produit a été inférieur aux prévisions étant donné qu'il ne s'agissait que de visites d'inspection avant déploiement dans de nouveaux pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police.

4 Rapports d'inspection ont été élaborés.

<p>Mise en place d'un système de collecte de données auprès des États Membres et réalisation de travaux préparatoires sur des questions majeures de politique générale en vue des activités du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents de 2017</p>	<p>Oui Un modèle pour la collecte de données nationales sur les coûts des États Membres a été préparé et distribué à ces derniers. Un modèle distinct a été élaboré pour la présentation de notes de réflexion sur les questions de politique générale et distribué aux États Membres ainsi qu'au sein du Secrétariat.</p>
<p>Présentation au Conseil de sécurité des incidences financières de 6 propositions ayant des répercussions importantes en termes de moyens financiers et d'appui aux missions</p>	<p>2 Le Conseil de Sécurité a été informé de l'incidence sur les ressources pour la MINUSS en novembre 2015 et la MINUSCA en décembre 2015.</p> <p>Le produit a été inférieur aux prévisions car le Conseil de sécurité a examiné moins de propositions ayant des incidences financières.</p>

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Élaboration de 4 plans de ressources et de prévisions de dépenses lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou d'élargir une mission, comportant notamment des éléments relatifs à l'application du plan de financement standard pour les nouvelles missions approuvé par l'Assemblée générale.</p>	<p>2</p>	<p>Plan de ressources et prévisions de dépenses supplémentaires ont été élaborés pour la MINUSCA et la MINUSMA.</p> <p>Le produit a été inférieur aux prévisions car moins de missions de maintien de la paix ont eu besoin de ressources supplémentaires.</p>
<p>Fourniture d'un appui direct à la création d'unités administratives chargées du budget et des finances au sein de 2 missions nouvelles ou restructurées</p>	<p>Non</p>	<p>Aucune opération de maintien de la paix créée ou restructurée.</p>
<p>Fourniture d'un appui concernant tous les aspects de la planification intégrée et du déploiement initial de missions nouvelles, élargies ou en transition</p>	<p>Non</p>	<p>Aucune opération de maintien de la paix créée ou restructurée.</p>
<p>Finalisation des négociations concernant au maximum 10 mémorandums d'accord relatifs au système de contrôle et au remboursement des dépenses afférentes au déploiement de contingents dans le cadre de nouvelles missions</p>	<p>20</p>	<p>Des mémorandums d'accord ont été négociés et conclus pour la MINUSCA</p> <p>Le produit a été supérieur aux prévisions car tous les mémorandums d'accord ont été signés après la transition de la MISC A mais également parce que les gouvernements des pays qui fournissent des contingents et du personnel de police ont réagi plus rapidement aux projets de mémorandum d'accord proposé par l'ONU.</p>

Contrôle du respect du plafond de la prime approuvé par l'Assemblée générale et établissement de rapports à ce sujet à l'intention de l'Assemblée	Oui	Toutes les primes approuvées ne dépassaient pas le plafond autorisé.
---	-----	--

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'un appui transversal et de conseils en matière de réglementation à l'ensemble des missions en ce qui concerne l'élaboration des projets de budget et des rapports sur l'exécution du budget, la tenue des comptes et l'établissement des états financiers et de procédures applicables sur le terrain et la gestion des ressources disponibles	Oui	16 opérations hors Siège – y compris 14 opérations de maintien de la paix, le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et la Base de soutien logistique des Nations Unies – ont bénéficié d'une aide pour établir le budget en tenant compte des orientations stratégiques promulguées et des priorités en matière de financement, de même que pour clôturer les rapports financiers conformément aux instructions publiées par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.
Élaboration d'une analyse comparative et de rapports de gestion sur les principaux domaines auxquels sont affectées les ressources dans toutes les missions, en vue de rationaliser l'affectation des ressources aux missions	Oui	Des analyses ont été effectuées sur des fiches de notation au sein des opérations de maintien de la paix et des rapports trimestriels publiés sur les dépenses budgétaires concernant 14 opérations de maintien de la paix, le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et la Base de soutien logistique des Nations Unies. Les dépenses afférentes au transport aérien des opérations de maintien de la paix ont également été analysés.
Coordination et élaboration de 16 documents d'orientation stratégique concernant les priorités en matière d'affectation des ressources afin de guider l'élaboration des projets de budget annuel de l'ensemble des missions	Oui	Des documents sur les orientations stratégiques ont été préparés et publiés pour 14 opérations de maintien de la paix, le BANUS et la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Révision annuelle des normes standards en matière de dotations en ressources et de prix applicables aux missions	1	Le manuel sur l'affectation des ressources et les coûts standard a été actualisé et consulté pour définir les paramètres de financement des opérations de maintien de la paix.
Coordination de 6 examens relatifs à des domaines importants d'affectation de ressources portant sur l'ensemble des missions et participation à des examens des effectifs civils concernant au maximum 6 missions	Oui	Coordination de 6 examens relatifs à des domaines importants d'affectation de ressources et participation à des examens des effectifs civils concernant le BANUS. Le produit a été inférieur aux prévisions compte tenu du nombre de missions ayant déjà effectué les examens des effectifs civils au cours des exercices précédents.

Analyse des principaux aspects de l'affectation des ressources pour au maximum 3 grands projets multidimensionnels ayant des incidences sur les missions

6 Études transversales réalisées pour la MINUSCA, la MINUSMA, la MONUSCO, la MINUL et la MINUSS afin de déterminer les besoins de financement pour 2016/17, et instauration de nouvelles conditions de service applicables aux Volontaires des Nations Unies.

Le produit exécuté a été supérieur en raison de la complexité des paramètres afférents aux ressources.

Gestion des questions résiduelles concernant 4 missions en cours de liquidation, notamment en ce qui concerne le suivi des paiements en souffrance et des créances contestées, le rapprochement et la clôture des comptes bancaires encore ouverts et l'exécution des démarches administratives

4 liquidations techniques ont été effectuées, pour la MINURCAT, la MINUT, la MINUSS et la MISNUS.

Organisation de 10 visites sur le terrain en vue d'apporter un appui direct à des missions, concernant notamment l'établissement des grandes priorités en matière d'allocation des ressources, l'analyse des principales économies pouvant être réalisées et l'application de mesures de gestion financière

8 Visites

Le résultat a été inférieur car l'accent a été mis sur les missions accessibles à partir de la région d'Entebbe.

Élaboration d'une procédure révisée de gestion financière applicable dans les missions, visant à les aider à gérer plus rationnellement les ressources et à tirer bénéfice de l'application des normes IPSAS, de la mise en œuvre d'Umoja et du dispositif de services partagés

Non La réalisation du produit prévu a été entamée mais par la suite transformée en contributions opérationnelles au manuel de comptabilité préparé par la Division de la comptabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.

c) Division du personnel des missions

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue d'un plan de gestion des effectifs contenant une analyse de l'offre et de la demande, une étude prévisionnelle des besoins et des prévisions concernant les tendances futures	Oui	Les capacités civiles de l'ensemble des missions ont été analysées, les carences dans les listes de réserve de personnel ont été recensées et des avis de vacance de poste génériques ont été publiés pour pallier les lacunes. Par ailleurs, un cadre de gestion prévisionnelle des besoins en personnel a été inauguré en décembre 2015, qui comprend des instructions pour la gestion prévisionnelle et un cours en ligne sur le sujet.

Tenue de fichiers de candidats répartis en 25 groupes professionnels et contenant au moins 1 500 nouveaux candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle et pouvant être immédiatement déployés pour pourvoir les postes vacants des missions

Oui 450 fichiers de candidats concernant 25 groupes professionnels ont été tenus à jour.

2 405 Candidatures ont été approuvées par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions.

Le résultat a dépassé les prévisions du fait de l'augmentation du nombre d'avis de vacance de poste génériques publiés en réponse à la création de nouvelles fonctions dans les missions, ainsi que des postes qu'il est projeté d'ouvrir dans les missions.

Collaboration avec 3 États Membres en matière de sensibilisation, sous la forme de consultations, de 3 visites dans des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police dans le cadre du répertoire électronique des partenaires par région, et de la distribution de brochures d'information portant sur 24 groupes professionnels

65 États Membres ont accepté de collaborer.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions grâce à l'organisation d'une table ronde des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police (à laquelle 65 États Membres ont participé), ainsi qu'à l'initiative prise d'organiser un atelier de sensibilisation à l'intention des membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (auquel ont participé 22 États membres), en plus des 55 entretiens individuels tenus avec les représentants d'États Membres.

3 Visites d'information ont été effectuées dans 3 pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils stratégiques, mesure des résultats et suivi directs des 58 fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui sont déléguées aux opérations hors Siège	Oui	Des conseils stratégiques ont été donnés aux niveaux mondial, régional et local concernant les fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui sont déléguées aux opérations hors Siège et des tableaux de bord qui permettent de suivre les indicateurs de performance stratégiques et opérationnels relatifs aux ressources humaines des missions ont été élaborés.
7 000 postes ont été catégorisés dans toutes les missions de maintien de la paix	14 768	Postes de fonctionnaire recruté sur les plans national et international dans les opérations de maintien de la paix ont été catégorisés et les résultats préliminaires ont été communiqués aux opérations de maintien de la paix. Les résultats finals ont commencé à être communiqués à toutes les missions au cours de la période considérée.

<p>Aide fournie à 2 000 membres du personnel des missions pour l'organisation des carrières, la mobilité et les questions liées aux carrières</p>	<p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions, la classification des postes ayant concerné non seulement des postes soumis à recrutement national, comme prévu, mais aussi des postes soumis à recrutement international.</p>
<p>Visites de 3 missions en vue de fournir des avis et un appui technique sur place, concernant en particulier le personnel local recruté sur les plans national et international, dans le contexte du lancement du programme de mobilité mondiale et d'organisation des carrières, du déploiement d'Umoja, des changements de modes de fonctionnement, des examens des tableaux d'effectifs, des réductions de personnel et du retrait des effectifs et des moyens</p>	<p>Oui Plus de 2 000 membres du personnel des missions, recrutés sur les plans national et international, ont bénéficié de services d'accompagnement des carrières, la priorité étant donnée aux missions de maintien de la paix en réduction d'effectif, comme la MINUL et l'ONUCI. Le personnel de la MANUL a également bénéficié de cet accompagnement.</p> <p>3 Visites ont été rendues, une à la MONUSCO, une à la MINUL et une à l'ONUCI.</p>
<p>Appui administratif direct pour les 72 fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui ne sont pas déléguées aux opérations pour quelque 6 649 fonctionnaires recrutés sur le plan international</p>	<p>6 561 Membres du personnel recruté sur le plan international ont reçu un appui administratif direct.</p>
<p>2 rencontres avec les représentants du personnel au niveau mondial en compagnie du Comité mixte de négociation et 1 réunion du Comité Administration-personnel</p>	<p>2 Réunions ont été organisées avec le Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies.</p> <p>1 Réunion annuelle du Comité Administration-personnel</p> <p>En outre, 4 réunions périodiques du Comité Administration-personnel ont eu lieu par visioconférence.</p> <p>S'agissant du Comité mixte de négociation, l'objectif n'a pas pu être pleinement atteint, les problèmes de représentation qui empêchent le Comité de se réunir n'ayant pas été réglés.</p>
<p>Conseils et réponses d'ordre juridique et général apportés dans plus de 300 affaires et demandes de renseignements formelles et informelles provenant des missions, du Groupe du contrôle hiérarchique, du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, du Bureau de la gestion des ressources humaines et d'autres entités</p>	<p>600 Conseils juridiques, directives de politique générale et solutions ont été apportés pour plus de 600 requêtes et dossiers formels et informels.</p> <p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions, notamment en raison du fait qu'un nombre important de missions réduisent ou ont réduit leurs effectifs.</p>

4 réunions avec le Bureau de la gestion des ressources humaines et la Commission de la fonction publique internationale pour aborder des questions touchant à la défense des intérêts du personnel des missions et aux conditions d'emploi hors Siège

Élaboration de 3 stages de gestion des ressources humaines à l'intention des spécialistes de la question dans les missions

Suite donnée à 2 000 demandes de services de gestion informatiques concernant les ressources humaines hors Siège

5 examens conjoints approfondis des besoins en personnel civil

6 Réunions ont été organisées : 2 réunions (réunion annuelle et réunion semestrielle) du Groupe de travail de la Commission de la fonction publique internationale chargé d'examiner les conditions de vie et de travail dans les lieux d'affectation hors siège, 2 réunions du Réseau ressources humaines et 2 réunions du Comité permanent du Réseau ressources humaines pour les lieux d'affectation hors siège.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions, le Département de l'appui aux missions ayant été invité à assister aux 2 réunions du Réseau ressources humaines.

5 Modules de formation en ligne ont été conçus et mis à disposition dans Inspira pour les professionnels des ressources humaines.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions grâce au lancement d'un programme de certification dans le domaine des ressources humaines sur le terrain.

1 760 Demandes ont été traitées

Le résultat est inférieur aux prévisions, la mise en service d'Umoja ayant restreint l'utilisation du Système intégré de gestion et du système Nucleus.

1 Examen conjoint approfondi des besoins en personnel civil a été réalisé pour le BANUS.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions, la décision ayant été prise d'aligner l'examen des besoins en personnel civil sur les examens stratégiques, en se fondant sur les retours d'expérience. Durant l'exercice 2015/16, les examens des besoins en personnel civil ont eu lieu à la suite des recommandations issues des examens stratégiques, ce qui a retardé l'achèvement de l'examen des besoins en personnel civil de la MINUSCA et de la MINUSMA.

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non</i> <i>ou nombre</i>	<i>Observations</i>
15 séances d'information sur le soutien logistique et technique à l'intention des missions permanentes et des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police	18	Réunions d'information ont été organisées. Le nombre de réunions a été plus important que prévu en raison de l'augmentation des demandes formulées par les missions permanentes et les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.
Contribution à 15 rapports du Secrétaire général sur le soutien logistique	Oui	La Division a contribué à 22 rapports du Secrétaire général sur le soutien logistique. Le résultat est supérieur aux prévisions, le nombre de rapports sur les opérations de maintien de la paix ayant augmenté.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non</i> <i>ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen de 6 documents définissant les ressources nécessaires aux forces	14	Documents définissant les ressources nécessaires aux forces ont été examinés Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison d'une hausse de la demande de listes de spécifications propres aux missions.
3 réunions avec des partenaires de plusieurs pays afin de définir et de mettre en place des mécanismes de coopération logistique sur le terrain	3	Réunions ont été organisées : une avec l'Union africaine en novembre 2015, une avec l'Union européenne en mai 2016 et une avec l'OTAN en mars 2016.
Exécution de 100 contrats-cadres de services logistiques et établissement des contrats-cadres suivants : 1 portant sur le personnel médical des missions, 1 sur le matériel médical et 4 sur les armes	100	Contrats-cadres de services logistiques ont été exécutés. 1 Contrat-cadre portant sur le personnel médical des missions a été établi. 1 Contrat-cadre portant sur le matériel et les consommables médicaux a été exécuté. 2 Contrats-cadres portant sur les armes (1 sur les armes et 1 sur les munitions) ont été établis

Fourniture de services de planification et de soutien logistiques à 1 mission en phase de démarrage ou de renforcement	Le nombre des contrats-cadres est inférieur aux prévisions, 2 de ces contrats étant toujours en attente de la signature du fabricant.
4 rapports de missions d'évaluation technique pour des opérations de maintien de la paix	2 Missions ont bénéficié de services de planification et de soutien logistique. Le résultat a dépassé les prévisions la MINUSS et la MINUSMA, en pleine phase de renforcement, ayant eu des besoins accrus. 4 Rapports de mission d'évaluation technique ont été élaborés (MINUSCA, MONUSCO, MINUSMA et ONUCI).

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
12 réunions avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police portant sur les insuffisances relevées dans l'application des dispositions des mémorandums d'accord par certains comités chargés de contrôler la gestion du matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord	12	Réunions ont été tenues avec les gouvernements des pays fournisseurs de contingents pour examiner les questions relatives à la qualité du matériel appartenant aux contingents et à ses éventuelles insuffisances.
10 visites préalables au déploiement dans des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, afin d'évaluer les capacités de soutien logistique et d'indiquer aux États Membres si les stocks de matériel majeur et de matériel de soutien logistique autonome sont suffisants ou non	10	Visites préalables au déploiement ont été effectuées dans des pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police.
4 rapports d'évaluation des activités menées dans les opérations hors Siège pour examiner l'état d'avancement des projets de construction et de génie	Non	Le produit n'a pas pu être réalisé en raison d'un conflit de priorités, l'accent étant également mis sur l'amélioration des grands projets de construction par la mise en œuvre de directives sur leur gouvernance, ainsi que sur la communication de directives complémentaires aux missions.
Évaluation de 31 contrats-cadres concernant les transports à l'aide du système d'évaluation des prestataires des services de transport de surface	31	Contrats-cadres relatifs aux transports de surface ont été évalués.
Exécution de 2 contrats pluriannuels, l'un concernant un avion gros-porteur destiné à appuyer les mouvements stratégiques à l'occasion de la relève des contingents dans les opérations de maintien de la paix et l'autre concernant les services de spécialistes des mouvements effectués par des moyens commerciaux qui aideront les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police à préparer les opérations de fret et les documents	2	Contrats pluriannuels ont été exécutés.

connexes avant déploiement aux missions de maintien de la paix

Établissement de 1 contrat-cadre pluriannuel pour le transport de passagers principalement entre les pays africains fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et les missions de maintien de la paix déployées en Afrique

Élaboration ou actualisation et mise en application de 6 manuels et politiques : 1 politique de gestion de l'eau et 1 politique de gestion des déchets établies et adoptées; 1 manuel médical, 1 manuel de gestion des carburants et 1 manuel de gestion des rations actualisés et appliqué; 1 manuel sur le contrôle des mouvements appliqués dans les missions

5 séances d'information sur le soutien sanitaire dans les opérations de maintien de la paix, organisées à l'occasion de conférences et à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police

Exécution du contrat-cadre de fourniture de rations dans toutes les missions de maintien de la paix

5 visites d'évaluation technique du matériel médical dans les missions et visites médicales préalables au déploiement dans 2 pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police

Visites de sites techniques (installations et équipement de stockage du carburant) effectuées à la MONUSCO, à la FINUL et à la MINUSS

Non Le produit n'a pu être réalisé en raison d'un conflit de priorités, l'accent étant également mis sur l'effort de mise en place d'un dispositif de gestion de bout en bout de la chaîne logistique des missions.

3 Manuels consacrés à la gestion des déchets, au soutien sanitaire et au contrôle des mouvements ont été élaborés ou actualisés.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison d'un conflit de priorités. La politique de l'eau n'a pas été achevée, car la priorité ayant été accordée à la politique de gestion des déchets. Les manuels relatifs à la gestion des rations et à celle des carburants n'ont pas été mis à jour, des besoins plus urgents s'étant fait jour, notamment la mise en service d'un système électronique de gestion des carburants, l'élaboration de nouvelles normes relatives aux rations et le lancement des systèmes électroniques de gestion des rations.

6 Réunions d'information ont été organisées

Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par l'augmentation des demandes formulées par les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.

Oui Le contrat-cadre a été exécuté dans toutes les missions de maintien de la paix.

2 Missions d'évaluation technique du matériel médical ont été menées (une à la MINUSCA et une à la MINUSS). Le nombre de missions réalisées est inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu.

2 Visites médicales préalables au déploiement ont été réalisées, une au Bangladesh et une au Rwanda.

En outre, des visites de conseil et d'évaluation ont été effectuées en Égypte, au Ghana, en Israël et au Rwanda en prévision de besoins imminents.

Non Aucune visite de site technique n'a été nécessaire pour les missions citées au cours de la période considérée, car il n'y a pas eu de réunion des soumissionnaires. Les ressources ont été consacrées à d'autres priorités, notamment des visites de sites techniques à la MINUSCA et à la MINUL.

Mise en place d'un système de gestion des stocks et d'entretien des armes et munitions appartenant à l'ONU	Non	La réalisation du produit a été reportée car il est prévu de mettre Galileo hors service, la gestion des stocks devant par la suite se faire au moyen d'Umoja-Extension 2.
9 rapports d'évaluation de la sécurité des activités aériennes sur le terrain et 4 rapports d'évaluation technique de fournisseurs privés	7	Rapports d'évaluation de la sécurité ont été élaborés.
25 visites d'inspection sur place de la qualité des services assurés par les opérateurs aériens et 17 contrôles de la qualité des opérations aériennes des missions	4	Rapports d'évaluation technique ont été élaborés. Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison d'un conflit de priorités.
Établissement et mise en œuvre d'un dispositif de gestion de la chaîne logistique	3	Inspections <i>in situ</i> de la qualité des services assurés par les opérateurs aériens ont été menées.
4 ateliers ou stages de formation en interne à l'intention du personnel des missions, des centres de services régionaux et du Siège qui s'occupe de la gestion de la chaîne logistique	3	Contrôles <i>in situ</i> de la qualité des opérations aériennes des missions ont été effectués. Le nombre est inférieur aux prévisions car les ressources allouées aux voyages, qui sont limitées, ont été consacrées à d'autres priorités. Les inspections et les contrôles ont été réalisés en fonction des résultats de l'analyse des risques.
	1	Document d'orientation sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement a été établi.
	5	Ateliers/séances de formation en interne ont été organisés à l'intention de représentants des missions et de certains bureaux du Siège.

e) Division de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
3 rapports d'analyse sur les différends frontaliers visant à permettre d'acquérir des connaissances sur la question et comportant notamment l'état de la question, les traités, les cartes et les images transmises par satellite	3	Rapports d'analyse ont été établis. Des conseils ont été donnés et des solutions apportées en réponse à 18 demandes reçues des États Membres et des organismes des Nations Unies sur des questions relatives aux frontières internationales et aux territoires contestés.
Analyse, coordination et harmonisation de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 10 États Membres	4	Une analyse et la coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 4 États Membres ont été réalisées.

Le produit a été inférieur aux prévisions, les États Membres ayant transmis moins de données pertinentes que prévu.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui en matière de technologies géospatiales et informatiques fourni aux nouvelles opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité	Non	Aucune nouvelle opération de maintien de la paix n'a été créée au cours de l'exercice considéré . Toutefois, un appui a été fourni en matière de technologies géospatiales et informatiques dans le cadre de l'élargissement des opérations à deux nouvelles régions dans la zone de mission de la MINUSCA
Base de données géospatiales (ou cartes des Nations Unies) actualisées dans 2 domaines prioritaires pour les opérations de maintien de la paix	2	Domaines prioritaires ont fait l'objet d'une actualisation.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui informatique concernant le centre d'appels, le réseau et les applications des missions et fourniture de services de reprise après sinistre et de continuité des opérations à toutes les missions	Oui	Un appui informatique a été fourni à toutes les missions.
Prestation de 5 910 services de communications audio et de visioconférence aux missions, dont l'assistance technique et l'appui opérationnel courant	6 181	Services de communication audio et de visioconférence ont été fournis aux opérations sur le terrain. Le produit a été supérieur aux prévisions, la visioconférence étant de plus en plus utilisée et reconnue comme un moyen efficace d'organiser des réunions entre différents sites.
Élaboration des cahiers des charges et des évaluations techniques de 2 marchés prévus portant sur les systèmes et suivi et gestion de 35 marchés en cours d'exécution portant sur des services et du matériel informatiques	2 35	Cahiers des charges ont été élaborés. Marchés en cours d'exécution ont fait l'objet d'un suivi.
Mise à l'essai et actualisation de 15 plans de reprise après sinistre et exécution de 4 tests de rétablissement des systèmes après sinistre	15 4	Plan de reprise après sinistre ont été mis à l'essai et actualisés. Tests de rétablissement des systèmes après sinistre ont été réalisés.

Optimisation des systèmes et infrastructures informatiques pour toutes les missions, notamment appui à Umoja

Oui Les modules suivants de la Field Support Suite ont été élaborés et mis en œuvre pour appuyer les missions :

- Un module de gestion en ligne de l'hébergement permettant d'administrer et d'entretenir les logements appartenant à l'Organisation mis en place dans 2 missions
- Une application de gestion électronique des déplacements du personnel (e-MOP) destinée à normaliser les flux de travail liés aux procédures régissant les mouvements de personnel, mise en service dans 12 missions
- Une application de gestion des informations relatives aux contingents et aux forces de police, mise en service dans 14 missions

Évaluation technique d'un marché portant sur la fourniture de produits pour les systèmes d'informations géospatiales, et administration de 4 marchés en cours d'exécution portant sur la fourniture de logiciels et d'imagerie satellitaire pour les systèmes d'informations géospatiales

- 1 Contrat-cadre portant sur la fourniture de produits pour les systèmes d'information géospatiale a été signé.
- 3 Contrats-cadres pour la fourniture de logiciels et d'imagerie pour les systèmes d'information géographique étaient déjà en place. Un quatrième contrat-cadre de ce type a été conclu.
- 2 Séries de données géospatiales provenant de la MINUSMA et de la MINUSS ont été collectées.

Séries de données géospatiales provenant de 2 missions permettant de fournir les informations nécessaires pour réagir aux situations de crise

Oui Un outil standard intégré d'appréciation des situations et de signalement des incidents a été déployé dans 4 missions. Un modèle de base de données permettant une analyse approfondie des éléments de renseignement a été testé dans 2 missions.

Élaboration et déploiement dans les missions d'outils intégrés standard d'appréciation des situations en vue d'améliorer la collecte, la validation, l'analyse et la diffusion d'informations

D. Département de la gestion

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et technique à l'occasion de 110 séances et réunions informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des conseils sur les procédures, ainsi que pour l'élaboration de 30 projets de résolution et 30 rapports de la Commission devant être soumis à l'Assemblée générale pour adoption	128	Séances et réunions informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix se sont tenues et des conseils portant sur les procédures ont été fournis. Par ailleurs, un grand nombre de consultations informelles consacrées au maintien de la paix ont eu lieu et ont reçu un appui, y compris à des heures tardives et durant les week-ends.
	34	Projets de résolution et de décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission.
	29	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.
Élaboration, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission, de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et de 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Le programme de travail a été constamment actualisé, selon les besoins, avant, pendant et après chaque session.
	27	Notes de procédure ont été élaborées sur les questions relatives au maintien de la paix.
Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	Oui	2 sites Web ont été gérés et mis à jour en permanence, avec notamment l'actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web public pendant les sessions et l'organisation, la présentation et la tenue à jour de 4 778 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur l'outil e-Room de la Cinquième Commission.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 90 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de	101	Réunions du Comité des marchés du Siège ont été organisées.

Examen de 500 opérations d'achat et de 250 opérations de liquidation de biens

Organisation de 3 visites sur le terrain en vue de contrôler et d'évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés dans les missions de maintien de la paix

Organisation de 15 sessions de formation portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel dans les opérations de maintien de la paix

Inscription de 200 membres du personnel supplémentaires aux modules de formation en ligne portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel

Examen, par des experts indépendants de haut niveau, de 7 problèmes liés aux procédures d'achat

Fourniture d'une assistance aux activités d'appui au pré-déploiement, au déploiement et à la postproduction permettant d'assurer une intégration sans heurts d'Umoja-Extension 1 à Umoja-Démarrage

21 Réunions du Comité central de contrôle du matériel ont été organisées.

518 Opérations d'achat ont été examinées.

349 Opérations de liquidation de biens ont été examinées.

Le nombre de produits est supérieur aux prévisions en raison du grand nombre d'affaires transmises par la MINUSTAH, la MINUL et l'ONUCI.

3 Visites sur le terrain ont été effectuées.

17 Sessions de formation ont été organisées.

169 Membres du personnel inscrits aux modules de formation en ligne

Le nombre de produits inférieur aux prévisions s'explique par l'actualisation du contenu du module visant à le rendre compatible avec les nouvelles directives et règles IPSAS.

3 Problèmes signalés ont été transmis aux consultants du Comité d'examen des adjudications.

Oui Une assistance a été fournie aux activités d'appui au pré-déploiement, au déploiement et à la post-production afin d'intégrer Umoja-Extension 1 à Umoja-Démarrage pour le personnel recruté sur le plan international affecté aux opérations de maintien de la paix dans le cadre de la mise en service dans le groupe 4, effectuée comme prévu en novembre 2015. Les activités relatives au pré-déploiement et au déploiement incluaient l'élaboration de rapports succincts quotidiens, l'organisation quotidienne de réunions sur le basculement des systèmes et une assistance détaillée à l'abandon progressif de l'ancien système aux fins de l'examen de la disponibilité opérationnelle du groupe 4 avant le déploiement. Les activités d'appui à la post-production incluaient le voyage de 4 membres du personnel du projet Umoja dans les pôles de déploiement afin d'aider à la transition dans les opérations de maintien de la paix, et des réunions

	bihebdomadaires par visioconférence pour régler des questions urgentes pendant les 2 mois qui ont suivi le déploiement.
Communication, à l'ensemble des missions de maintien de la paix, de la stratégie de communication et de concertation, qui définit comment les informations seront progressivement diffusées en vue d'aider le personnel à intégrer Umoja-Extension 1 dans les groupes 4 et 5	Non Le Comité de pilotage d'Umoja a reporté à novembre 2016 le déploiement d'Umoja-Extension 1 pour le personnel local dans les missions.
Fourniture de supports pédagogiques et d'instructions claires aux utilisateurs finals et aux responsables afin de préparer la mise en service d'Umoja dans les groupes 4 et 5, notamment en élaborant et en diffusant des aide-mémoire et des guides rapides de l'utilisateur, en diffusant des informations sur le site Web d'Umoja, sur iSeek et sur Unite Connections et en communiquant directement avec les missions	Oui Une stratégie de communication détaillée, intégrant les principales parties prenantes, activités et voies de communication, a été menée avec succès pour le groupe 4 et incluse dans le plan directeur du projet Umoja. Elle a fait l'objet d'un suivi hebdomadaire rigoureux. Lors de la mise en service, les activités de communication et de gestion du changement se sont intensifiées en coordination avec les entités concernées, donnant lieu à la tenue de visioconférences hebdomadaires et de réunions-débats, à la mise en place de « kiosques » de libre-service et à des séances d'inauguration. Des ressources ont été mises à la disposition de l'ensemble du personnel sur la page consacrée à l'appui aux missions du site Web d'Umoja, dans l'application Umoja, dans des lettres d'information et sur d'autres supports de communication.
Rédaction, au nom du Secrétaire général, de 236 décisions motivées indiquant si des demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel des missions sont recevables et, le cas échéant, si les décisions administratives contestées sont conformes aux règles et directives applicables	Oui Dans le cadre de la préparation à la mise en service intégrale d'Umoja, 343 aide-mémoire, 109 stages de formation et guides de l'utilisateur, 70 formations à distance et 248 simulations ont été élaborés. Tous ces supports pédagogiques ont été mis à disposition pour appuyer le déploiement dans le groupe 5, qui avait été reporté à novembre 2016. La communauté Unite du réseau mondial des coordonnateurs de formation a œuvré à définir les besoins en formation en recensant les formations et en appliquant des plans de formation des utilisateurs finaux au niveau local.
Rédaction de 30 décisions motivées concernant des demandes de sursis à l'exécution d'une décision présentée au Secrétaire général dans des affaires	540 Décisions motivées ont été rédigées. Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par la hausse des demandes. 176 Demandes de sursis à l'exécution d'une décision ont été traitées.

concernant la cessation de service d'agents de maintien de la paix

Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publication de directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience

Oui Pendant l'exercice considéré, le volume 4 du guide sur les enseignements tirés de l'expérience a été publié

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
30 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 14 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA, et 3 rapports finaux sur l'exécution du budget de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS	30	Rapports du Secrétaire général, dont 28 rapports sur l'exécution du budget de l'exercice 2014/15 et sur le budget pour l'exercice 2016/17 en ce qui concerne 14 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA/le BANUS
	3	Rapports finaux du Secrétaire général sur l'exécution au 30 juin 2015 du budget de missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé, à savoir la MINURCAT, la MINUT et la MISNUS
	1	Rapport du Secrétaire général sur la situation de trésorerie de la MINUSMA, en application de la résolution 69/289 A sur le financement de la Mission pour l'exercice 2014/15
1 rapport mis à jour sur la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé	1	Rapport du Secrétaire général faisant le point au 30 juin 2015 de la situation financière de 26 opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé
9 rapports et notes, dont le rapport d'ensemble, sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de la BSLB	6	Rapports du Secrétaire général, dont le rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (1), les rapports sur l'exécution du budget pour l'exercice 2014/15 et sur le budget pour l'exercice 2016/17 du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (2) et de la BSLB (2), et le rapport sur le budget pour l'exercice 2016/17 du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (1)
	4	Notes du Secrétaire général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des

- opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/C.5/70/21, A/C.5/70/22, A/C.5/70/23 et A/C.5/70/24)
- Le nombre de produits est supérieur aux prévisions en raison du rapport supplémentaire sur le budget du Centre de services régional d'Entebbe, conformément à la résolution 69/307 de l'Assemblée générale
- 20 dossiers d'information complémentaire remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant 14 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA, les rapports finaux sur l'exécution du budget de la MINURCAT, de la MINUT, de la MISNUS, et la BSLB et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix
- 22 Dossiers d'information complémentaire (1 530 pages) fournis concernant 14 opérations de maintien de la paix en cours, l'UNSOA/le BANUS, la BSLB, le Centre de services régional d'Entebbe et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, ainsi que pour les rapports finaux sur l'exécution du budget de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS
- Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions du fait du rapport supplémentaire sur la situation de trésorerie de la MINUSMA et du rapport sur le budget du Centre de services régional pour l'exercice 2016/17.
- 2 Demandes de ressources supplémentaires pour la MINUSCA, conformément aux résolutions 2212 (2015) et 2217 (2015) du Conseil de sécurité, et pour la MINUSMA, conformément à la résolution 2227 (2015) du Conseil, pour que ces missions puissent contracter des engagements
- Examen des réponses aux demandes de complément d'information formulées par des organes délibérants en ce qui concerne 14 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA, la BSLB, la MINURCAT, la MINUS, la MINUT, la MISNUS ainsi que le compte d'appui et des questions transversales, et coordination des réponses
- 2 279 Pages de réponses écrites aux questions posées ont été publiées : 1 216 pages de réponses aux questions complémentaires posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 1 063 pages de réponses aux questions complémentaires posées par la Cinquième Commission.
- Un jeu d'états financiers conformes aux normes IPSAS et de notes y relatives pour chaque mission de maintien de la paix en cours ou terminée
- Oui Des états financiers conformes aux normes IPSAS pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ont été publiés le 30 septembre 2016.
- Mise en ligne d'informations concernant la situation des contributions, y compris les récapitulatifs et les contributions mises en recouvrement non acquittées
- Oui La situation des contributions y compris des récapitulatifs ont été mis en ligne sur le portail Web des contributions des Nations Unies à l'intention des États Membres, ainsi que des utilisateurs dans les bureaux des Nations Unies.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide apportée aux opérations de maintien de la paix dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elles ont besoin	Oui	Une aide a été apportée à la MINUAD et à la MINUSS dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elle a besoin.

Réalisation escomptée 3.1: Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils sur la valorisation des avantages découlant de l'application des normes IPSAS	Oui	En juin 2016, un exposé a été fait à Entebbe avec la participation de plus de 40 chefs et principaux fonctionnaires des finances et du budget. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a présenté les aspects pratiques du suivi des avantages découlant de l'application des normes IPSAS et du mécanisme de communication de l'information.
Fourniture de conseils sur le respect des normes IPSAS dans les missions	Oui	Des orientations sur des questions particulières ont été fournies dans le cadre de visioconférences, d'un appui direct aux opérations de maintien de la paix et d'un atelier tenu à Entebbe en juin 2016 à l'intention des chefs et principaux fonctionnaires des finances et du budget. L'Équipe IPSAS a fourni en continu un appui et des conseils pour répondre aux questions portant sur les consignes et les modes de comptabilisation.
Suivi de la délégation de pouvoir en matière de finances aux opérations de maintien de la paix	Oui	La révocation du pouvoir financier du personnel sortant a suivi immédiatement la délégation de ce pouvoir au personnel entrant, afin qu'il n'y ait pas de chevauchement.
Suivi des recommandations d'audit sur les aspects comptables et budgétaires des opérations de maintien de la paix	Oui	Les observations et recommandations d'audit ont été examinées et analysées et l'application des mesures de suivi pertinentes a été demandée aux divisions concernées, le cas échéant.
Fourniture de conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et les règles de gestion financières, les conventions, procédures et pratiques comptables, et les assurances	Oui	Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a fourni de manière continue des orientations et des conseils sur la conformité aux normes IPSAS dans le cadre de

<p>Organisation de stages et élaboration de directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des dispositifs de contrôle interne et les mesures à prendre pour donner suite aux constatations d'audit</p>	<p>l'examen des comptes mensuels et de communications bilatérales. Une assistance a été fournie concernant le passage à Umoja du système de gestion financière du Siège et la mise en œuvre du module voyages dans les missions pendant l'exercice 2015/16.</p> <p>Oui En 2016, la Division de la comptabilité et la Division du financement du maintien de la paix ont organisé ensemble l'atelier annuel sur l'établissement des finances et du budget selon les normes IPSAS, tenu au Centre de services régional d'Entebbe à l'intention des fonctionnaires des finances et du budget des opérations de maintien de la paix, et ont donné des indications sur les constatations d'audit de l'année précédente et la clôture rapide et exacte des comptes à fin juin 2016. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a communiqué des instructions et des orientations formelles aux opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Traitement de 20 000 paiements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs</p>	<p>En outre, des éclaircissements et des orientations ont été fournis en continu aux opérations de maintien de la paix sur différents thèmes par les administrateurs chargés des directives de politique générale et de la formation.</p> <p>Oui Plus de 20 000 paiements (autres que les traitements) en faveur de fournisseurs et d'États Membres, ainsi que du personnel, notamment au titre des demandes de remboursement présentées par les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, ont été traités.</p>
<p>Traitement de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances</p>	<p>Oui Plus de 10 000 demandes d'indemnités pour frais d'études et d'avances à ce titre ont été traitées. Entre juillet et octobre 2015, les avances ont pour la plupart été traitées dans le SIG, tandis qu'à partir de novembre 2015 elles étaient majoritairement traitées dans Umoja.</p>
<p>Négociation et gestion de 12 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment le contrat-cadre pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile</p>	<p>12 Contrats pour les opérations de maintien de la paix ont été négociés, conclus et gérés.</p>
<p>Assurance maladie et assurance-vie pour tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur les plans international et national qui y ont droit et pour les personnes à leur charge</p>	<p>Oui Tous les membres du personnel recrutés sur le plan international qui y avaient droit et l'ont décidé et tous les membres du personnel recrutés sur le plan national ont pu souscrire au plan</p>

<p>Traitement des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et examen des demandes par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation</p>	<p>d'assurance maladie pour eux-mêmes et les personnes à leur charge. Une assurance-vie a été proposée à tous les membres du personnel qui y avaient droit.</p>
<p>Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des rappels aux États Membres ayant des arriérés de contributions</p>	<p>Oui Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été transmises à des compagnies d'assurance et examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées. Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation et son secrétariat lors des réunions mensuelles du Comité.</p>
<p>Traitement de 3 500 liquidations de placements effectués pour les opérations de maintien de la paix conformément aux normes de la profession</p>	<p>Oui 47 avis de mise en recouvrement et 18 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres. Des rappels détaillés concernant les arriérés de contributions ont été adressés aux États Membres.</p>
<p>Traitement de 3 000 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix et tenue à jour d'un registre des contributions non acquittées</p>	<p>1 193 Liquidations de placements ont été effectuées conformément aux normes de la profession</p> <p>Le nombre de produits inférieur aux prévisions s'explique par le changement de la façon dont le dépôt et le retrait de liquidités relevant des fonds de gestion centralisée des liquidités ont été enregistrés et tenus après la mise en service d'Umoja dans les entités du groupe 4.</p>
<p>Fourniture en temps voulu au Comité des contributions de toutes les données demandées</p>	<p>Oui Environ 3 500 reçus ont été délivrés aux États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix, et le registre des contributions a été tenu à jour de façon précise et en temps voulu.</p>
<p>Délégation aux fonctionnaires des finances des missions de maintien de la paix de pouvoirs nécessaires pour assumer les fonctions d'agent ordonnateur</p>	<p>Oui 12 documents, 33 documents de séance et toutes les données supplémentaires demandés par le Comité lui ont été fournis en temps voulu.</p>
<p>Visites effectuées dans 7 opérations de maintien de la paix pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance concernant les questions budgétaires et financières</p>	<p>Oui Les 46 délégations de pouvoir d'ordonnancement ont été traitées en 2 semaines.</p>
	<p>6 Visites ont été menées par la Division du financement des opérations de la paix dans la MONUSCO, la MINUK et la MINUSS ainsi qu'au BANUS et au Centre de services régional d'Entebbe en vue de fournir sur place des conseils et une assistance</p>

Émission de 500 autorisations de financement et de 30 autorisations concernant les tableaux d'effectifs pour les opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB, les départements et bureaux du Siège et les fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix	465 Autorisations de financement ont été émises pour des opérations de maintien de la paix, y compris des fonds d'affectation spéciale, et pour des départements et bureaux du Siège.
15 rapports financiers et autres communications financières adressés aux donateurs alimentant les fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix	32 Autorisations concernant les tableaux d'effectifs, dont 18 pour des opérations de maintien de la paix et 14 pour des départements et bureaux du Siège, ont été émises pendant l'exercice considéré. Le nombre de produits est supérieur aux prévisions en raison des besoins accrus de la MINUSCA et du BANUS pour l'exercice 2015/16. 2 Rapports financiers et autres communications financières ont été établis Le nombre de produits est inférieur aux prévisions en raison des demandes moins nombreuses émanant de donateurs.
Organisation et tenue de visioconférences avec des opérations de maintien de la paix, le BANUS et la BSLB, selon qu'il convient, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification) qui se posent lors de l'établissement de la version définitive des rapports relatifs à la présentation ou à l'exécution du budget	Oui Des téléconférences et visioconférences ont été tenues avec les opérations de maintien de la paix en cours, selon que de besoin, pendant le processus d'examen du budget pour l'exercice 2016/17. Des réunions d'examen de haut niveau concernant les rapports sur l'exécution du budget pour l'exercice 2014/15 et l'établissement du budget du compte d'appui pour l'exercice 2016/17 ont également été organisées.
Placement, conformément aux règles de l'ONU, des fonds en dollars inscrits sur les comptes des opérations de maintien de la paix	Oui Les fonds en dollars inscrits sur les comptes des opérations de maintien de la paix ont été placés conformément aux règles de l'ONU.
Exécution de quelque 2 100 virements électroniques de fonds, 850 achats de devises et 570 liquidations de placements	1 551 Virements électroniques de fonds relatifs aux investissements ont été faits. 946 Achats de devises ont été effectués. 532 Liquidations de placement ont été effectuées.
Versement de quelque 150 000 traitements et règlements à environ 17 100 membres du personnel et fournisseurs	259 200 Paiements en faveur du personnel du maintien de la paix et des fournisseurs. Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par le traitement central de tous les paiements transfrontières et nationaux en dollars des États-Unis faits par la Trésorerie de l'ONU.
Comptabilisation d'environ 3 100 paiements, d'un montant total de 8,3 milliards de dollars, versés sur les comptes des opérations de maintien de la paix, et exécution de quelque 1 000 virements de fonds,	Oui La mise en service d'Umoja a entraîné une nouvelle répartition des responsabilités selon laquelle les documents relatifs aux dépôts ne sont plus enregistrés par la Trésorerie de l'ONU. Les

d'un montant total de 2 milliards de dollars, sur les comptes bancaires des opérations de maintien de la paix		comptes étaient réapprovisionnés chaque semaine et, pendant l'exercice, 1 800 versements au titre de la reconstitution des ressources, d'un montant total de 1,6 milliard de dollars, ont été effectués sur des comptes bancaires gérés par les opérations de maintien de la paix.
Traitement d'environ 250 changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix	118	Changements de signataire autorisés pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix ont été traités. Le système de paiement centralisé d'Umoja a entraîné une réduction du nombre de comptes bancaires et donc de la fréquence des changements de signataire autorisé.
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière; gestion de la structure des données et contrôle du système; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes ont été mis à jour, entretenus et exploités conformément aux exigences du Bureau, et un appui a été fourni concernant la phase postérieure à la mise en service d'Umoja, la gestion des données de référence et les questions bancaires et de trésorerie.
Tenue à jour du plan comptable et autres référentiels financiers dans le Système intégré de gestion (SIG); développement et perfectionnement d'applications financières	Oui	Le SIG et les référentiels financiers ont été correctement tenus à jour. Un appui a été fourni à la gestion des données de référence d'Umoja, qui remplacent les référentiels du SIG. On a soutenu la mise au point d'outils de collecte de données pour Umoja, qui ont été utilisés pour la conversion. Le nettoyage et la conversion des données ont été achevés pour les groupes 3 et 4.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	On a continué de produire dans Umoja des rapports de gestion financière en vue d'appuyer les opérations de maintien de la paix

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Publication d'un rapport annuel sur la composition du personnel du Secrétariat et des missions	Oui	Le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel » (A/70/605) a été publié.

Publication en ligne, à l'intention des États Membres, de rapports sur la gestion des ressources humaines, appui dispensé à 300 utilisateurs dans les missions permanentes et publication d'autres rapports ponctuels sur les ressources humaines en réponse aux demandes des États Membres

5 992 Les rapports ont été publiés en ligne et une assistance a été fournie à 331 utilisateurs de 145 États Membres.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'avis juridiques sur des points de droit administratif, représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (New York, Nairobi et Genève) et traitement des affaires disciplinaires renvoyées au Bureau par le Département de l'appui aux missions	Oui	Le Bureau a fourni des avis juridiques et traité 160 affaires disciplinaires concernant les opérations de maintien de la paix et 213 recours déposés par leur personnel, en consultant et en représentant l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif ou lors du règlement à l'amiable de différends.
Réalisation d'enquêtes générales sur les salaires dans les missions suivantes : MINUSTAH, UNFICYP, MINUSCA, MINUL, MINUSMA et MONUSCO. À la demande du Comité local d'enquête sur les conditions d'emploi, réalisation d'une quinzaine d'enquêtes intermédiaires sur les conditions d'emploi concernant des lieux où les missions ont leur siège ou des lieux d'affectation situés dans la zone des missions	Oui	Des enquêtes générales ont été menées dans les missions suivantes : MINUSTAH, FISNUA, MINUAD, MINURCAT, UNFICYP et MINUL. L'enquête sur les salaires dans l'UNFICYP n'a pas été terminée, à la demande du Comité local d'enquête sur les conditions d'emploi. Les enquêtes concernant la MINUSMA, la MONUSCO et la MINUSCA ont été reportées au deuxième semestre de 2016.
Suivi et examen des mesures spéciales concernant les conditions d'emploi locales actuellement en place à la MINUSS, à la FNUOD et au BANUS	Oui	Les mesures spéciales en place à la MINUSS et à la FNUOD ont été prolongées jusqu'à la fin de 2016. Une des mesures spéciales concernant le BANUS a été supprimée, puisqu'y sont désormais appliqués les nouveaux barèmes des traitements des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national.
Fourniture de conseils aux 15 missions de maintien de la paix sur la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, avec visites d'appui sur site	14	Opérations de maintien de la paix ont reçu des conseils, avec visites d'appui sur site.
Communication de rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines des 15 missions et du BANUS, notamment au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires et au Groupe d'évaluation de la performance	14	opérations de maintien de la paix ont fait l'objet de rapports sur le tableau de bord et au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires.

Prestation des services requis aux fins de la mise en service d'Inspira dans toutes les missions (assistance, appui à la production, système de gestion des aptitudes, gestion de la performance et gestion de la formation) (Centre d'assistance Inspira)

Fourniture de services d'assistance et de formation techniques en réponse à 700 demandes concernant le Système intégré de gestion formulées chaque année par les opérations hors Siège

Mise en place du programme de mobilité encadrée pour le personnel du réseau d'emplois affaires politiques, paix et sécurité de 13 missions de maintien de la paix

Vérification et validation des compétences de 30 chefs ou fonctionnaires de rang équivalent exerçant des fonctions d'administration et de gestion des ressources humaines au Département de l'appui aux missions et dans les missions

Conduite de 6 à 8 campagnes de communication visant à trouver des candidats à des postes dans les missions et au Siège à l'appui des opérations de maintien de la paix

Fourniture d'une assistance (modes d'emploi et autres outils) aux missions en vue de la mise en œuvre du système de gestion des aptitudes Inspira

Fourniture au personnel de toutes les missions d'instructions, de conseils et d'une assistance concernant la gestion de la performance ainsi que la nouvelle politique et le nouvel outil, au moyen de

Oui Il a été donné suite à plus de 300 demandes de changement dans Inspira et à plus de 65 000 demandes de services ou d'appui. On a dénombré 34 000 utilisateurs sur le terrain et 18 050 inscrits à des formations.

Oui Le service d'assistance du Système intégré de gestion a répondu à plus de 2000 demandes de services émanant du Département de l'appui aux missions ou du Département des opérations de maintien de la paix. Un grand nombre d'entre elles (1700) concernait la création de numéros de code. Depuis le passage du Système intégré de gestion à Umoja, le 1^{er} novembre 2015, 464 bons d'intervention en rapport avec Umoja ont été traités au total.

Oui Le nouveau système a été lancé en janvier 2016. La première campagne de réaffectation au titre de la mobilité encadrée et la campagne de recrutement à partir des listes de réserve du réseau Paix et questions politiques et humanitaires ont été menées à bien.

38 Procédures de nomination de chefs de l'administration, de chefs ou directeurs de l'appui à la mission et de responsables des ressources humaines ont été menées à bien.

Oui Des campagnes de communication ont été menées dans 5 pays. Une importante présence a été assurée sur les réseaux sociaux et les salons virtuels de l'emploi, pour élargir la portée des efforts de prospection dans le monde entier et entrer directement en contact avec celles et ceux qui ne peuvent pas assister en personne aux séances de prospection.

Oui Une assistance permanente a été fournie dans les opérations quotidiennes, les situations le nécessitant ont fait l'objet d'un examen exceptionnel, une contribution a été apportée à la révision des procédures opérationnelles permanentes du Département de l'appui aux missions et des mesures spéciales ont été prises sur des sujets désignés par l'Assemblée générale conformément aux cadres législatifs.

Oui Des conseils pratiques ont été fournis de manière continue, en coordination avec la Division du personnel des missions : 1 séance de formation des formateurs à la gestion de la performance a

vidéoconférences, de réunions via WebEx, de séances d'information et de téléconférences

Tenue de 2 800 séances de consultation, fourniture de conseils sur diverses questions relatives à la gestion des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix et fourniture d'un soutien administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur des questions telles que la cessation de service résultant, par exemple, d'un examen des effectifs civils et de la clôture des missions de maintien de la paix, du licenciement amiable ou de l'abandon de poste, les activités extérieures, le congé spécial à plein traitement ou à demi-traitement, la levée des privilèges et immunités, la révision de décisions administratives et les recours, et les dérogations au Statut et au Règlement du personnel

Offre de services de formation, de soutien et d'orientation durant le lancement du module gestion des offres d'engagement d'Inspira, qui améliorera l'homogénéité des procédures d'accueil et d'intégration des nouvelles recrues, notamment en ce qui concerne la classe et l'échelon de leurs postes et l'offre d'engagement qui leur est faite

Mise en place d'un nouvel outil de gestion de la supervision des modalités de gouvernance des soins de santé à l'échelle du système et 8 sessions de formation médicale continue tenues via WebEx à l'intention du personnel médical sur le terrain

Tenue d'une réunion régionale des chefs des services médicaux

3 rapports d'inspection d'installations médicales de missions et d'un centre régional d'évacuation sanitaire relié aux opérations de maintien de la paix, à la demande

été organisée, 2 versions mises à jour du matériel didactique contenant des conseils pratiques en matière de politiques ont été élaborées et distribuées à tous les formateurs agréés, 1 nouveau mode d'emploi et 5 nouveaux guides rapides du logiciel e-performance ont été publiés après sa mise à niveau, 10 réunions via WebEx ont été tenues à l'intention des responsables de la gestion de la performance et 1 cours en ligne a été lancé à l'intention des directeurs.

2 871 Consultations et directives ont été données afin que le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU, les politiques et les bonnes pratiques soient appliqués systématiquement et comme il se doit. Les consultations concernant la mobilité du personnel d'une mission à l'autre et, en particulier, la cessation de service sont restées intenses compte tenu de l'examen des besoins en personnel civil et de la reconfiguration des missions en cours. Des consultations et des conseils ont également été donnés concernant l'examen de la conversion en engagement continu dans le cadre de la deuxième campagne, qui a débuté le 1^{er} décembre 2015.

300 Demandes d'appui administratif ont été traitées.

Oui La formation a été dispensée aux missions de maintien de la paix par l'équipe de gestion des offres d'Inspira, tandis que le module et le matériel ont été actualisés par le Bureau.

Non Reporté en attendant que soit terminée la mise à niveau des modules dans EarthMed.

15 Sessions de formation médicale continues ont été tenues via WebEx.

Oui La réunion portait sur la gestion des maladies et des pandémies émergentes sur le terrain et l'analyse des enseignements tirés au lendemain de la crise liée à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

3 Inspections ont eu lieu dans des installations de la MINUSCA, de la BSLB et de la FNUOD.

3 Pays (Cameroun, Gabon et Israël) ont reçu une visite aux fins de l'évaluation d'un centre régional d'évacuation. Les évaluations au

		Cameroun et au Gabon ont été faites à la demande de la MINUSCA.
Examen d'aptitude médicale de 5 500 membres du personnel ou candidats à des postes dans des missions, observateurs militaires et agents de la police civile, aux fins de recrutements, d'affectations et de voyages; tenue de 2 000 séances d'information et consultations médicales avant l'envoi en mission; et administration de 1 200 vaccins et distribution de trousseaux médicaux aux membres du personnel se rendant sur le site d'une opération hors Siège	6 457	Examens d'aptitude médicale ont été pratiqués.
	3 119	Séances d'information et consultations médicales ont été tenues.
	1 296	Vaccins ont été administrés. Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une hausse de la demande et parce que le module voyages Umoja permet d'organiser rapidement les séances d'information et consultations médicales.
250 évaluations psychologiques, séances d'orientation et consultations; 12 ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance, à l'intention du personnel du Siège devant travailler dans des missions sur le terrain; et évaluation psychosociale et formation dans 2 missions de maintien de la paix (MONUSCO et MINUSS)	334	Séances d'accompagnement psychologique ont été organisées.
	20	Ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance ont été organisés. Des séances de formation ont été dispensées à la MINUK et au conseiller en chef de la MINUSS.
Certification des congés de maladie de 1 500 membres du personnel des missions, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	1 812	Congés de maladie ont été certifiés.
Communication de 20 recommandations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies concernant l'octroi d'une pension d'invalidité à des membres du personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix, ainsi que d'avis au sujet de 75 demandes d'indemnisation médicale présentées par des membres du personnel civil et militaire, des observateurs militaires et des agents de la police civile	18	Recommandations concernant l'octroi de pensions d'invalidité ont été émises à l'intention de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
	122	Réponses à des demandes de conseil en matière d'indemnisation médicale ont été fournies. Le total a été supérieur aux prévisions en raison du nombre de demandes d'indemnisation émanant de membres des contingents.
Achèvement de la mise en place progressive d'EarthMed et prestation d'un appui continu à toutes les missions de maintien de la paix	Oui	La mise en place d'EarthMed a été achevée dans les missions suivantes : MINUSMA, MINUL, MINUSCA, MINUSS, FISNUA et MONUSCO.

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recensement des dossiers de la MONUSCO qui doivent être archivés aux fins de leur transfert immédiat au Siège	Oui	Quelque 300 pieds linéaires de dossiers de la MONUSCO ont été recensés aux fins de leur transfert immédiat au Siège.
Mise en ligne de 50 000 pages d'archives des opérations de maintien de la paix sur le site Web de l'ONU afin que le public puisse les consulter	300 000	Pages d'archives (60 gigaoctets) de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone et des Forces de paix des Nations Unies ont été publiées sur le site Web de l'ONU. Le nombre de produits est supérieur en raison du renfort apporté par les services contractuels pour numériser les documents et de l'utilisation de scanners à haut débit.
Traitement de 1 000 demandes de communication de documents d'archives sur le maintien de la paix émanant de l'Organisation et des États Membres	1 205	Demandes de communication de documents d'archives sur le maintien de la paix émanant des membres du personnel, des États Membres et du public, notamment des demandes d'accès et de déclassification, ont été traitées.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exécution, à la MINUSCA, d'un programme de gestion des dossiers électroniques conforme aux règles de tenue des registres de l'ONU	Oui	Pour des raisons de sécurité, la Section des archives et de la gestion des dossiers n'a pas effectué de mission consultative auprès de la MINUSCA, mais a fourni sur place à la MONUSCO, qui avait besoin d'assistance dans la gestion de ses dossiers électroniques stockés sur des disques partagés, des conseils sur l'archivage numérique. Lors de cette visite sur place, des séances de formation ont été tenues à l'intention de 60 responsables de la gestion des informations dans deux sites.

Organisation d'un atelier de gestion des dossiers électroniques à l'intention du personnel des opérations de maintien de la paix, au Centre de services régional, afin d'appuyer la mise en œuvre du système de gestion des dossiers et documents instauré par le Département de l'appui aux missions

Oui La Section des archives et de la gestion des dossiers a organisé, à Entebbe, une session de quatre journées de formation à la gestion des dossiers et de l'information à l'intention de 28 membres du personnel de 14 opérations de maintien de la paix et du BANUS. Elle a donné des cours sur les nouvelles politiques de gestion des dossiers et procédures opérationnelles permanentes, y compris le recensement des dossiers essentiels aux fins de la protection et à la préservation des informations critiques en cas d'évacuation de la mission.

Mise en place, dans les missions de maintien de la paix, d'un cadre de suivi de l'application des normes pour la gestion des immobilisations corporelles permettant de passer régulièrement en revue l'inventaire physique et d'effectuer des contrôles et des inventaires comptables suffisants, en conformité avec les normes IPSAS

Oui Le cadre de gestion des immobilisations corporelles a été élaboré et mis en place dans l'ensemble de l'Organisation.

Émission de 1 500 bons de commande, de 230 contrats-cadres, avenants compris, et de 350 contrats classiques, avenants compris, pour appuyer les opérations de maintien de la paix

1 519 Bons de commande ont été émis.

268 Contrats-cadres ont été émis.

364 Contrats classiques, avenants compris, ont été émis.

Organisation de séminaires à l'intention des entreprises dans 30 localités (à l'intention d'entreprises de pays en développement et de pays en transition) et formation de 10 membres du personnel des chambres de commerce aux procédures d'agrément des fournisseurs

49 Séminaires à l'intention des entreprises ont été tenus dans 49 localités, dont 30 dans des pays en développement ou en transition, et 11 représentants de chambres de commerce ou d'organismes nationaux similaires ont été formés aux procédures d'agrément des fournisseurs et de passation des marchés en vigueur à l'ONU.

Suite donnée dans un délai d'un mois aux demandes d'inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies présentées par les fournisseurs ayant participé à des séminaires organisés à leur intention

Oui 4 103 entreprises ont participé aux séminaires organisés durant l'exercice 2015/16; elles ont reçu des courriels de suivi visant à les encourager à achever leur inscription dans un délai d'un mois.

Lancement de 73 nouveaux appels d'offre internationaux à l'appui des opérations de maintien de la paix, concernant toute la gamme du matériel et du soutien de génie, l'organisation en modules (qui permet d'optimiser les moyens dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions), les véhicules, les véhicules blindés, les véhicules aéroportuaires spécialisés et le matériel de manutention (y compris les pièces de rechange et le service après-vente), le carburant (y compris des contrats clefs en main), les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications

75 Nouveaux appels d'offre internationaux concernant le matériel et le soutien de génie, les véhicules, le carburant, y compris les contrats clefs en main, les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications ont été lancés.

Lancement de 220 nouveaux appels d'offre internationaux à l'appui des missions de maintien de la paix concernant les mouvements de passagers et de marchandises, les marchés d'affrètement de transport aérien et maritime à long terme, les opérations de transit, et les services de logistique et d'aviation

Organisation de 22 visites sur le terrain, conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres, participation à 5 salons professionnels et sectoriels afin de maximiser la concurrence, et participation à la conférence sur la gestion des contrats portant sur les rations organisée par le Département de l'appui aux missions à la Base de soutien logistique

Examen de 200 demandes de délégation de pouvoirs pour les achats locaux et de 100 dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège concernant un dépassement des limites prévues par les pouvoirs pour les achats des missions

9 visites d'assistance aux achats (MINUSCA, UNSOA, FNUOD, MINUL, FINUL, ONUCI, BSLB, MINURSO et MINUSMA)

Examen technique et appui administratif pour 286 contrats-cadres complexes d'un montant élevé (30 contrats d'achat de véhicules, 80 contrats d'achat de carburant, de rations et de fournitures, 32 contrats d'achat de services de génie, 10 contrats d'opérations de fret, logistiques et de transport maritime à long terme, 100 contrats de transport aérien et d'aviation à long terme et 34 contrats dans les domaines de l'informatique et des communications) à l'appui des opérations de maintien de la paix

239 Nouveaux appels d'offre concernant la logistique ont été lancés.

23 Conférences de soumissionnaires, négociations de contrats et visites ont été organisées.

6 Foires industrielles et commerciales (auxquelles le Bureau a participé)

191 Demandes de délégation de pouvoir pour les achats locaux ont été examinées.

94 Demandes présentées aux comités locaux des marchés ont été examinées.

5 Visites d'assistance aux achats (MINUSCA, MINUL, FINUL, MINUSMA et Bureau régional d'achat d'Entebbe) ont été effectuées durant l'exercice 2015/16.

Le produit est inférieur aux prévisions en raison des dépenses opérationnelles et de changements dans l'ordre de priorité des activités prévues liés à la mise en service d'Umoja.

330 Contrats complexes de montant élevé ont été administrés.

54 Contrats concernant l'achat de véhicules ont été gérés.

94 Contrats concernant l'achat de carburant, de rations et de fournitures ont été administrés.

50 Contrats concernant l'achat de services de génie ont été gérés.

101 Contrats concernant des opérations de fret, de transport aérien et d'aviation à long terme ont été administrés.

31 Contrats concernant l'informatique et les communications ont été gérés.

		En outre, le fonctionnaire régional chargé des achats a supervisé 94 contrats durant l'exercice 2015/16.
Formation de 100 membres du personnel du Siège et des missions à la passation de marchés, lors de séminaires assurés par le centre de formation en ligne de la Division des achats	421	Fonctionnaires se sont inscrits sur la Plateforme de formation en ligne aux achats.
	1 362	Certificats ont été délivrés aux membres du personnel ayant terminé les 7 modules de formation en ligne durant l'exercice à l'examen.
Inscription de 60 fonctionnaires du Siège et des opérations hors Siège à des cours dispensés par des organismes externes, y compris des stages et séminaires en ligne, débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés	33	Membres du personnel (23 des opérations hors Siège et 10 du Siège) se sont inscrits à de nouveaux cours de certification professionnelle en matière de passation de marchés dispensés par l'Institut agréé des achats et des approvisionnements. Le nombre d'inscrits est inférieur aux prévisions en raison de la priorité accordée à la formation à Umoja. En outre, les participants potentiels sont peu nombreux du fait de la maturité du programme et du nombre élevé de fonctionnaires ayant déjà obtenu leur certification.
Formation de 35 membres du personnel à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de valeur et à la passation de marchés pour le carburant, les rations, les véhicules et l'affrètement aérien et maritime, et autres stages de formation spécialisée	37	Fonctionnaires ont suivi des stages de formation spécialisée ou y ont participé.
Réalisation d'études de marché, prestation d'une assistance au Département de l'appui aux missions pour les négociations commerciales, et examen de 120 lettres d'attribution et dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département de l'appui aux missions et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents, ainsi que sur la mise à disposition d'hélicoptères et avions militaires et de services maritimes aux missions de maintien de la paix	114	Études de marché ont été réalisées.
Traitement de 280 demandes d'assurance de marchandises pour des cargaisons acheminées entre missions, notamment établissement de rapports mensuels à l'intention du Service des assurances et des décaissements; traitement de 6 déclarations de dommage en consultation avec la Section des voyages et des transports, et délivrance de 45 autorisations d'expédition et certificats de dédouanement de biens de l'ONU expédiés entre les missions et New York	102	Lettres d'attribution ou dossiers du Comité des marchés du Siège émanant du Département de l'appui aux missions concernant le déploiement, la relève et le rapatriement de militaires et de matériel appartenant aux contingents et la fourniture de moyens aériens militaires et de services maritimes aux missions de maintien de la paix ont été examinés.
	170	Demandes d'assurance de cargaisons ont été traitées. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'utilisation d'un formulaire différent dans certains cas.
	12	Déclarations de dommage ont été traitées.
	61	Autorisations d'expédition et certificats de dédouanement de biens de l'ONU expédiés entre les missions et New York ont été délivrés.

Conduite des études préalables qui s'imposent pour ne pas perdre la maîtrise interne dans le cas de demandes de contrat exclusif du fait du caractère protégé des biens et services concernés, notamment conduite d'études de marché liées aux besoins des missions dans le domaine de l'informatique et des communications	Oui	La Division des achats a fourni des services en ce qui concerne la conduite des études préalables relatives aux contrats exclusifs.
Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique en provenance et à destination du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de toutes les missions de maintien de la paix	641 827 17 840 351	Courriers (poste ou messagerie) ont été traités. Kilogrammes de courrier de la valise diplomatique ont été traités. Mallettes ont été contrôlées, inspectées et livrées.
Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 44 accords visant à réduire les coûts des voyages à destination des missions hors Siège	45	Accords ont été négociés avec des compagnies aériennes.
Vérification de 6 500 autorisations de voyage	5 296	Autorisations de voyage ont été vérifiées. Le nombre de produits est inférieur aux prévisions en raison de la période d'interruption d'Umoja suivie d'une transition jusqu'à janvier 2016. Durant cette période, seuls des voyages urgents ont été effectués.
Traitement de 500 demandes d'orientations précises concernant les politiques, les procédures et les transports aériens (demandes de précisions concernant l'application des politiques, les droits à prestation, les itinéraires aériens et autres) émanant des missions de maintien de la paix	283	Demandes d'orientations précises concernant les politiques, les procédures et les transports aériens ont été traitées. Le produit est inférieur aux prévisions, en raison de la période d'interruption d'Umoja, durant laquelle le nombre de demandes a été faible.
Calcul des montants forfaitaires à verser pour 350 demandes de voyage au titre du congé dans les foyers déposées par des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège	314	Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire au titre du congé dans les foyers ont été traitées.
Délivrance de 6 375 documents de voyage des Nations Unies et visas	4 554	Documents de voyage et visas ont été délivrés. Le nombre de produits est plus faible en raison de la durée de validité de cinq ans du laissez-passer électronique et du nombre réduit de voyages.
Accomplissement des formalités nécessaires pour 1 650 envois d'effets personnels (enregistrement)	3	Envois ont été effectués. Le produit est plus faible en raison de la décentralisation des envois à destination des opérations de maintien de la paix entrée en vigueur le 1 ^{er} mai 2015.

e) Bureau de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Raccordement au réseau et appui à l'infrastructure d'accès aux applications et systèmes existants, par exemple l'intranet et le Système intégré de gestion, et accès à des modes de communication sécurisés (voix et vidéo)	Oui	Les lieux d'affectation relevant des groupes 1 à 4 ont été raccordés à l'ensemble des progiciels de gestion intégrée, y compris Umoja.
Expérimentation du dispositif logiciel de gestion de la relation client mobile pour le suivi du matériel appartenant aux contingents dans l'opération de maintien de la paix, et exploitation du dispositif actuel, non mobile, à la MINUSCA	Oui	La MINUSS a expérimenté le progiciel de gestion de la relation client mobile pour le suivi du matériel appartenant aux contingents et la MINUSCA a exploité le dispositif actuel, non mobile.
Mise en service du système électronique de gestion des carburants dans 2 opérations de maintien de la paix et appui connexe	Oui	Le système a été mis en service pour la MINUAD et la FISNUA.
Expérimentation du système électronique de gestion des rations dans 1 opération de maintien de la paix	Oui	Le système a été mis en service pour l'UNFICYP.
Fourniture d'un appui aux utilisateurs du système central de gestion des identités au Siège et sur le terrain	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs au Siège et sur le terrain.
Fourniture d'un appui 24 heures sur 24 aux fonctionnaires du Siège qui utilisent la base de données regroupant les coordonnées d'interlocuteurs	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs au Siège et sur le terrain.
Fourniture d'un hébergement et d'un suivi 24 heures sur 24 pour Inspira	Oui	Les serveurs d'Inspira ont été opérationnels tout au long de l'exercice.

E. Bureau des services de contrôle interne

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports du BSCI expressément demandés par l'Assemblée générale	Non	Aucun rapport n'a été expressément demandé par l'Assemblée générale.

Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des contrôles effectués dans les opérations de maintien de la paix

1 Rapport intitulé Activités du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de maintien de la paix pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 [A/70/318 (Part II)].

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
3 rapports d'audit thématiques établis par des auditeurs au Siège de l'ONU ou dans des missions de maintien de la paix	Non	Les rapports d'audit thématiques ont été remplacés par des rapports individuels intégrés aux audits thématiques. Une synthèse des résultats de ces audits figure dans le rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne [A/70/318 (Part II)].
10 rapports d'audit établis par des auditeurs au Siège	16	Rapports d'audit ont été établis par des auditeurs au Siège. Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la décision de publier un rapport distinct pour chaque audit thématique, plutôt que de regrouper les résultats de plusieurs audits dans un même rapport.
68 rapports d'audit établis par des auditeurs dans des missions de maintien de la paix	70	Rapports d'audit ont été établis par des auditeurs dans des missions de maintien de la paix.
1 réunion des auditeurs résidents en chef pour la planification annuelle des travaux	1	Réunion annuelle des auditeurs résidents en chef a eu lieu.
1 réunion des auditeurs résidents à des fins de perfectionnement	1	Réunion annuelle des auditeurs résidents et de leurs assistants a eu lieu.
2 rapports d'évaluation portant sur les résultats au niveau des sous-programmes ou dans certaines opérations de maintien de la paix	1	Rapport d'évaluation a présenté un examen des cadres logiques sous-tendant certains aspects des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le deuxième rapport d'évaluation prévu n'a pas pu être achevé pendant l'exercice considéré en raison de la charge de travail de la Division.
2 rapports d'évaluation portant sur les questions ou priorités stratégiques transversales	1	Rapport d'évaluation a été établi sur la formation des hauts responsables du Département des opérations de maintien de la paix. 5 rapports d'évaluation transversale étaient en cours : a) Évaluation de l'efficacité de la MONUSCO, de la MINUSMA et de la MINUSCA s'agissant de dissuader et d'affronter des éléments armés;

	<p>b) Évaluation de la planification du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions pendant la constitution des forces et évaluation de la collaboration en la matière avec le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents;</p> <p>c) Évaluation du transfert de commandement à la MINUSMA et à la MINUSCA;</p> <p>d) Évaluation des résultats du renforcement des capacités de la police nationale en Côte d'Ivoire, en République du Congo et en Haïti par la police des Nations Unies à l'ONUCI, à la MONUSCO et à la MINUSTAH;</p> <p>e) Intégration des opérations de maintien de la paix aux équipes de pays des Nations Unies.</p>
<p>350 études et analyses d'informations faisant état de fautes éventuelles, pour décision quant à l'instance à saisir et aux investigations à effectuer</p>	<p>380 Études et analyses ont été réalisées.</p>
<p>10 notes consultatives publiées au sujet du contrôle des opérations de maintien de la paix</p>	<p>4 Notes consultatives ont été publiées.</p> <p>Le résultat est inférieur aux prévisions car le niveau de priorité des activités dédiées à la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles a été redéfini.</p>
<p>28 enquêtes en attente achevées</p>	<p>28 Enquêtes en attente ont été achevées. En outre, sur neuf autres enquêtes inachevées de l'exercice 2014/15, 5 ont été menées à leur terme pendant l'exercice 2015/16.</p>
<p>1 programme de formation aux pratiques d'enquête, qui comprend le cours de formation de base des enquêteurs et le programme de formation aux enquêtes sur les conduites prohibées dispensé à l'ONU, afin de renforcer les moyens d'enquête et de favoriser la professionnalisation de la fonction d'enquête à l'échelle de l'Organisation</p>	<p>Non Les activités de formation ont été suspendues afin de se concentrer sur les cas d'exploitation et d'abus sexuels en République centrafricaine.</p>
<p>2 examens internes des politiques et directives relatives aux enquêtes ou promulgation de nouvelles politiques ou directives relatives aux techniques d'enquête</p>	<p>2 Examens de documents directifs ont eu lieu.</p>

F. Cabinet du Secrétaire général

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 125 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix adressés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	100	Rapports ont été présentés, dont 45 à l'Assemblée générale et 55 au Conseil de sécurité. Le résultat est inférieur aux prévisions car le Secrétaire général et son Représentant spécial ont fait davantage d'interventions directement devant le Conseil pour l'informer des opérations de maintien de la paix. Au lieu d'être présentés tous les trois mois, les rapports ne l'ont été que tous les six mois.
Conseils pour la rédaction d'environ 1 600 éléments de discussion, dans le cadre notamment de la préparation de 12 exposés que le Secrétaire général doit faire devant le Conseil de sécurité	2 328	Éléments de discussion ont été rédigés. Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la détérioration de la situation en République démocratique du Congo, au Mali, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Sahara occidental, et par le nombre plus élevé de voyages officiels du Secrétaire général et de sa délégation.
Conseils pour la rédaction de 200 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux, aux pays fournisseurs de contingents et à d'autres interlocuteurs clés sur des questions relatives au maintien de la paix	164	Lettres ont été rédigées. Le résultat inférieur aux prévisions s'explique par la fréquence des réunions bilatérales et des communications téléphoniques entre le Secrétaire général et les chefs d'État et de gouvernement. Le Secrétaire général a eu l'occasion de souligner l'importance des questions relatives au maintien de la paix lors de ces échanges bilatéraux.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication, dans un délai de 5 jours, d'observations et de conseils au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions concernant les rapports sur	Oui	Des conseils ont généralement été fournis dans les 5 jours ouvrables. Un délai plus long a été nécessaire lorsque le caractère complexe ou délicat de la question a exigé un examen approfondi.

les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général

Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils aux fins de l'établissement puis de la révision de rapports sur les questions de maintien de la paix à présenter au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux

Oui Des conseils concernant les 100 rapports présentés à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité ont tous été communiqués dans les 5 jours, sauf dans deux cas nécessitant un examen approfondi en raison du caractère complexe ou délicat du contenu du rapport.

G. Administration de la justice

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau de l'aide juridique au personnel

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de statistiques et d'autres informations actualisées relatives à l'administration de la justice dans les missions de maintien de la paix dans les rapports annuels sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale et dans les rapports d'activité du Bureau de l'administration de la justice	Oui	Les contributions ont été présentées dans les délais et publiées dans les deux rapports.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de toute la gamme des services du Bureau, y compris les services de conseil juridique et, si nécessaire, de représentation, dans 400 affaires concernant des missions de maintien de la paix	715	Affaires. Le Bureau a fourni des conseils juridiques à 310 agents de maintien de la paix et ouvert 405 affaires à des fins de représentation.

b) Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de services dans le cadre d'au moins 500 affaires de médiation, y compris grâce à l'intervention sur demande d'ombudsmans et de médiateurs	1 022	Affaires Le résultat supérieur aux prévisions s'explique principalement par l'efficacité de la campagne de sensibilisation menée auprès des fonctionnaires et des responsables pour les informer sur la procédure non formelle.
Analyse et suivi transversaux de 500 affaires, le but étant de déceler les facteurs et les problèmes structurels ayant contribué au différend et d'assurer un retour régulier d'informations qui permettra d'améliorer l'organisation	1 022	Affaires. Les problèmes structurels ont été recensés sur la base des affaires et des questions portées à l'attention du Bureau par le personnel à l'occasion d'entretiens avec les parties aux différends, au cours du dialogue que le Bureau maintient en permanence avec les parties prenantes au Siège et sur le terrain, ainsi qu'au moyen d'observations directes. L'augmentation du recours aux services a permis au Bureau de recenser environ 30 problèmes structurels; six d'entre eux étaient d'importance mondiale et ont été abordés dans le rapport annuel du Secrétaire général.
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale faisant état des problèmes d'ordre structurel recensés	1	Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau (A/71/157).
11 déplacements dans les missions de maintien de la paix effectués dans le cadre de visites périodiques ou ponctuelles, le but étant de fournir sur place des services de règlement des conflits à l'amiable et de renforcer les capacités de règlement des différends du personnel grâce à l'organisation d'activités d'information et de sensibilisation	23	Déplacements ont été effectués dans les opérations de maintien de la paix en Afrique et au Moyen-Orient. Au cours de l'exercice considéré, le Bureau a été en mesure d'effectuer des déplacements pour rencontrer individuellement tous les fonctionnaires.
8 visites effectuées par l'ombudsman régional en poste à Goma (MONUSCO) pour fournir des services dans la zone de la mission	9	Visites ont été effectuées dans la zone de la Mission.
8 visites effectuées par l'Ombudsman régional en poste à Entebbe (MINUSS, MINUAD et FISNUA) pour prêter des services dans la zone de mission	11	Visites de sites de la MINUSS, de la MINUAD et de la FISNUA ont été effectuées.
Activités de sensibilisation et de renforcement des compétences organisées pour mieux former le personnel au règlement des différends :	171	Activités de sensibilisation ont été réalisées, notamment des réunions, des séances de formation, des ateliers et des séances

vidéoconférences, conférences en ligne, mises à jour bimensuelles du site Web du Bureau, production et distribution de documents électroniques et imprimés (2 000 brochures, 300 dépliants et 200 affiches), et 40 exposés ou ateliers destinés aux fonctionnaires et aux responsables

d'information (ciblant 2 400 fonctionnaires) et des documents d'information, dont environ 3 000 brochures et dépliants.

H. Bureau de la déontologie

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suite donnée à 85 demandes émanant du personnel des missions	172	Réponses ont été apportées à des questions d'ordre déontologique.
Organisation de 30 réunions de sensibilisation et réunions d'information	46	Réunions de sensibilisation et d'information ont eu lieu.
Traitement de quelque 1 700 déclarations de situation financière ou d'intérêts présentées par le personnel affecté à des missions de maintien de la paix	1 565	Déclarations de situation financière ou d'intérêts ont été reçues et traitées.
4 visites officielles aux missions de maintien de la paix (MINUSS, ONUCI, FISNUA et MINUSTAH)	6	Visites ont été effectuées dans des opérations de maintien de la paix (MINUSS, ONUCI, FISNUA, MINUSTAH, MINUL) et au Centre de services régional d'Entebbe. Le Bureau de la déontologie a profité de la proximité géographique des visites initialement prévues pour ajouter les visites à la MINUL et au Centre de services régional.
1 module de formation spécialisée à la déontologie, pris en charge par les directeurs de programme	Non	Compte tenu du dixième anniversaire du Bureau de la déontologie et des demandes de documentation actualisée sur les services du Bureau, les ressources ont été utilisées pour mettre au point une vidéo en ligne sur le site Web du Bureau et revoir la conception des documents d'information destinés aux responsables.
Déploiement du projet annuel de dialogue avec les supérieurs dans les missions	1	Le dialogue avec les supérieurs pour l'année 2015 s'est déroulé en octobre 2015.
Élaboration et déploiement d'un nouveau module de formation en ligne sur la prévention de la fraude	Non	Le contenu du module de formation a été achevé. La formation en ligne est en cours de numérisation pour pouvoir être intégrée à Inspira. Un prototype était attendu pour la fin de 2016.

I. Bureau des affaires juridiques

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation, en fonction des besoins et en continu, d'un soutien et d'une assistance juridiques sous forme d'avis, de conseils, de moyens défense et de communications, entre autres, à toutes les missions de maintien de la paix et au Siège, concernant :		Voir ci-dessous les observations concernant les divers produits.
La dimension réglementaire des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance, et l'applicabilité des règles et directives de l'Organisation (70 cas)	75	Mémorandums et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été rédigés sur la dimension réglementaire des opérations de maintien de la paix.
Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple, accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement et mesures de lutte contre la piraterie), y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords (325 cas)	343	Conventions, mémorandums et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été rédigés sur les accords institutionnels et opérationnels ayant trait aux opérations de maintien de la paix.
Les conseils et négociations concernant des arrangements logistiques et d'autres dispositifs d'appui (p.ex. lettres d'attribution, mémorandums d'accord, accords-cadres de coopération ou accords similaires) adoptés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies (40 cas)	78	Conventions, mémorandums, autres communications écrites ou verbales et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été rédigés sur les arrangements logistiques et autres dispositifs d'appui adoptés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies. Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par une forte augmentation de la demande de services juridiques liés aux divers dispositifs d'appui mis en place entre l'Organisation et l'Union africaine, l'Union européenne et certains gouvernements lors du Sommet sur le maintien de la paix, tenu en 2015.
La coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres juridictions internationales, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou y ayant trait, et l'appui à la constitution de commissions de la vérité et autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 cas)	201	Mémorandums, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales ont été rédigés en coopération avec les tribunaux pénaux internationaux à propos de leurs activités. Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par une augmentation de la demande de services juridiques résultant de la résolution 2241 (2015)

Les enquêtes sur des allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme (25 cas)

La dimension commerciale des missions, notamment les contrats et les grands marchés concernant les fournitures, les services logistiques, l'assurance, le déminage et les opérations similaires, la liquidation des biens et les accords d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (595 cas)

Les réclamations nées de litiges en matière contractuelle ou immobilière et les demandes d'indemnisation en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, découlant notamment d'accidents d'avion ou d'attentats perpétrés contre les locaux ou le personnel de l'Organisation (75 cas)

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règlements financiers et règles de gestion financières, les opérations de trésorerie et les arrangements concernant les services de garde et les services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 cas)

Les arbitrages ou affaires contentieuses, ou les services consultatifs connexes, y compris la représentation des intérêts de l'Organisation devant des instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires ou administratives (2 cas)

du Conseil de sécurité dans laquelle celui-ci demande que soit fournie une assistance technique à la mise en place du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud, ainsi que de la résolution 2217 (2015) dans laquelle le Conseil charge la MINUSCA d'aider les autorités centrafricaines à créer une Cour pénale spéciale et de fournir aux autorités centrafricaines une assistance technique et une aide au renforcement de leurs capacités afin de faciliter le fonctionnement de la Cour.

27 Mémoires et autres communications écrites ou verbales ont été rédigés sur des enquêtes concernant des allégations de ce type de violations.

721 Projets de contrats, mémoires, avis en matière de négociations et autres communications avec les bureaux de l'Organisation et ses fournisseurs ont porté sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par une forte demande de services juridiques en rapport avec tous les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

127 Réclamations présentées par des opérations de maintien de la paix ont donné lieu à des analyses juridiques, des avis et des négociations en vue de trouver un règlement.

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la multiplication des demandes présentées pour des services essentiels d'appui aux missions ainsi que des réclamations concernant des cas de force majeure présentées par les prestataires de services chargés du transport du matériel appartenant aux contingents.

54 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été consacrés à des questions financières.

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la multiplication des questions intéressant les modalités de contribution des donateurs et l'interprétation des dispositions du Règlement financier concernant l'octroi des dons et les partenaires d'exécution.

3 Cas de représentation et d'assistance juridiques lors de procédures arbitrales, judiciaires ou administratives relatives aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation ont été recensés.

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix devant des instances judiciaires, quasi-judiciaires ou administratives (65 cas)

Les questions de responsabilisation, y compris les enquêtes menées en interne et en externe, et la coopération de l'Organisation, dans le cadre de ses privilèges et immunités, avec les autorités des États Membres (26 cas)

Les questions de personnel (interprétation et application du Règlement et du Statut du personnel, questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires, prestations et indemnités) (175 cas)

La représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (20 cas)

Les questions et affaires relevant du système d'administration de la justice (240 cas)

Les volets juridiques des questions de sécurité, y compris l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 cas)

La participation aux travaux de comités permanents et de conseils d'administration, à des séances de formation et aux débats d'autres instances institutionnelles concernant les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à la formulation et à l'examen de politiques, de rapports, d'accords-cadres, d'orientations et de procédures opérationnelles (120 cas)

78 Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix, y compris les pièces de correspondance juridiques et la représentation s'y rapportant, ont été recensés.

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la demande accrue de services juridiques s'agissant du maintien ou, le cas échéant, de la levée des privilèges et immunités de l'ONU dans le cadre de demandes visant à mettre des fonctionnaires et des documents de l'Organisation à disposition dans le cadre de procédures judiciaires, quasi-judiciaires et administratives relatives à des allégations d'exploitation et d'abus sexuels.

229 Mémoires et autres pièces de correspondance ont été consacrés aux questions de responsabilisation.

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par une forte demande de services juridiques concernant diverses questions liées à la responsabilisation, aux enquêtes et aux mesures prises par l'Organisation pour lutter contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels dans les missions de maintien de la paix.

177 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été consacrés à des questions de personnel.

20 Réponses, recours et autres requêtes ont été présentés au Tribunal d'appel des Nations Unies dans des affaires touchant aux opérations de maintien de la paix.

233 Avis et éléments de coordination ont été présentés.

74 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.

141 Cas de participation aux travaux de comités permanents concernant le maintien de la paix, y compris le Comité des marchés du Siège, le Comité central de contrôle du matériel et le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation, et de fourniture de conseils juridiques aux commissions d'enquête et d'examen des politiques, procédures et rapports ont été recensés.

J. Département de l'information

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production chaque mois de 25 reportages de bonne qualité sur des questions intéressant le maintien de la paix et diffusion de ces sujets par UNifeed au moyen de son site Web et du fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News, qui couvre un réseau de plus de 1 000 antennes de transmission (plus de 560 diffuseurs) dans le monde, ainsi que par l'agence Reuters et la chaîne Eurovision	33	Reportages de qualité ont été produits par mois; 379 sujets ont été abordés au cours de l'exercice considéré.
Transfert et hébergement sur UN Web TV et sur la chaîne YouTube de l'ONU de 8 vidéos par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix	8	Vidéos sur le maintien de la paix ont été transférées chaque mois sur la télévision en ligne des Nations Unies (webtv.un.org) et la chaîne des Nations Unies sur YouTube; 96 vidéos ont été mises en ligne.
Production de 2 articles de fond sur des questions intéressant le maintien de la paix pour le magazine mensuel du Département	2	Articles de fond ont été rédigés pour le magazine mensuel.
Production de 5 articles de fond sur des thèmes relatifs au maintien de la paix pour la série <i>L'ONU en action</i> , et distribution à des diffuseurs du monde entier	5	Articles de fond sur les questions de paix et de sécurité rédigés pour la série <i>L'ONU en Action</i> ont été distribués à des diffuseurs mondiaux.
Production de vidéos à caractère non médiatique à l'intention, par exemple, du Conseil de sécurité ou de pays qui pourraient fournir des contingents, selon que de besoin	Oui	Aucune demande de vidéo ad hoc n'a été reçue au cours de l'exercice considéré. D'anciennes vidéos ont été utilisées lors de réunions d'information du grand public par les centres d'information de l'ONU.
Fourniture de conseils et d'un appui stratégiques à 14 opérations de maintien de la paix en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix	14	Opérations de maintien de la paix ont bénéficié de conseils et d'un appui stratégiques.
Visites dans 3 opérations de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA et MINUSS) pour fournir sur place des conseils et un appui en matière de communications	1	Visite d'appui à la composante information de la MINUSS a permis de dispenser des formations aux médias numériques et à la gestion des contenus Web. Un voyage a été annulé en raison de la visite imprévue d'une haute personnalité au même moment. Le deuxième voyage a dû être reporté

<p>Organisation et facilitation, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, d'un séminaire de formation spécialisée d'une semaine pour 30 agents chargés, dans les missions et au Siège, de l'information concernant le maintien de la paix</p>	<p>pour des questions d'emploi du temps et n'a pas pu avoir lieu pendant le cycle budgétaire.</p> <p>Oui Un atelier a été organisé du 22 au 26 février 2016 à l'intention des Chefs de l'information afin de leur fournir des orientations et des formations sur les questions de communication stratégique. Cet atelier a notamment été l'occasion de discuter de la mise en œuvre du projet de politique opérationnelle et de fournir des orientations concernant l'information et les relations publiques dans les opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Hébergement, mise à jour et maintenance, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, d'environ 500 pages du site Web consacré au maintien de la paix (en anglais), avec, le cas échéant, la révision de fond d'environ 160 pages, concernant 14 missions, hébergées sur le site Web du Siège</p>	<p>Oui Environ 500 pages du site Web consacré au maintien de la paix, dont 150 pages hébergées sur le site Web du Siège, ont été hébergées, mises à jour et maintenues pour 14 opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Coordination et maintenance du site Web consacré au maintien de la paix dans les 5 autres langues officielles de l'Organisation</p>	<p>Oui La coordination et la maintenance du site Web consacré au maintien de la paix dans les 6 langues officielles de l'Organisation ont été assurées.</p>
<p>Prise en charge, pour le compte des missions et avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, de la coordination du système de gestion des contenus mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant à ces dernières</p>	<p>Oui Le Département de l'information a coordonné les activités de maintenance et de dépannage assurées dans les missions pour appuyer le système de gestion des contenus des sites Web des missions de maintien de la paix. Il a fourni des orientations et directives stratégiques et contribué à l'élaboration d'un nouveau système de gestion des contenus et d'un nouveau modèle pour les missions.</p>
<p>Mise à jour, en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, du manuel sur les politiques et orientations concernant l'information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies afin de l'adapter à la nouvelle politique et aux changements intervenus dans le domaine des techniques et de la technologie des médias</p>	<p>Oui La nouvelle version de la politique de communication stratégique, d'information et de relations publiques des opérations de maintien de la paix a été achevée et le processus d'approbation est en cours.</p>
<p>Organisation d'une campagne d'information sur les activités des missions auprès de 35 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police grâce à des communiqués de presse, photos et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire du réseau des</p>	<p>47 Pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police ont été concernés par cette campagne.</p> <p>Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la hausse des demandes.</p>

centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix

K. Département de la sûreté et de la sécurité

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1: Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
25 visites visant à examiner les dispositions en matière de gestion de la sécurité et à évaluer le niveau de préparation et de réaction aux crises dans un contexte opérationnel marqué par des menaces à la sécurité en constante évolution, dans 15 missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial [qui comprend la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et la Base d'appui des Nations Unies à Valence (Espagne)] et au Centre de services régional, et établissement de rapports assortis de recommandations pour chaque cas; réunions d'information, à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité dans toutes les missions, sur la gestion du dispositif de sécurité, les politiques du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité	21	Visites ont été effectuées afin d'examiner les dispositions en matière de gestion de la sécurité, dans 12 opérations de maintien de la paix et 2 sites du Centre de services mondial. Le résultat a été inférieur aux prévisions, car des ressources ont été réaffectées afin d'élargir la portée de l'atelier annuel prévu pour assurer la participation des chefs de mission et du personnel responsable de la sécurité.
Examen continu du dispositif de gestion des risques de sécurité (système de niveaux d'insécurité, évaluation des risques de sécurité, normes minimales de sécurité opérationnelle, plan de sécurité, budget au titre de la sécurité, etc.) dans 15 missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional; conseils et orientations à destination des hauts responsables des missions sur les mesures de gestion des risques de sécurité facilitant l'exécution des mandats	Oui	Il a été mis en place 68 procédures de gestion des risques de sécurité, 178 zones de niveau de sécurité, 34 plans de sécurité, 10 normes minimales de sécurité opérationnelle, 9 normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile, et les budgets de toutes les opérations de maintien de la paix au titre de la sécurité ont été examinés.
Formation sur la gestion de la sécurité : organisation, pour les nouveaux chefs de mission, d'une formation réservée aux responsables désignés; formation ciblée sur les questions de sécurité à l'intention du personnel et des hauts fonctionnaires	17 350	Sessions de formation des responsables désignés ont été organisées pour les nouveaux chefs de mission. Membres du personnel et hauts fonctionnaires des missions ont été formés.

des missions, dispensée lors de visites sur le terrain sur la base d'une analyse des lacunes à combler; organisation et conduite d'un atelier annuel à l'intention de 20 responsables de la sécurité de missions de maintien de la paix, du Centre de services mondial et du Centre de services régional

Synthèse de 261 contributions pour le rapport sur la sécurité établi chaque jour par le Département de la sûreté et de la sécurité à l'intention des agents de liaison relevant du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, s'agissant notamment des missions de maintien de la paix, et élaboration de rapports réguliers sur les principales atteintes à la sécurité enregistrées dans l'ensemble des missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional

Réalisation de 5 évaluations stratégiques des menaces ou établissement de rapports sur des visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces pour la sécurité effectuées dans 5 opérations de maintien de la paix

Coordination, contrôle et renforcement de l'application d'instructions permanentes à caractère technique concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité pour faciliter le travail des cellules d'analyse conjointe des missions, des centres de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité, ainsi que des groupes de la coordination de l'information relative à la sécurité des missions de maintien de la paix

Organisation de 8 modules et de 27 cours de formation sur l'analyse des informations concernant les menaces pour la sécurité, à l'intention des cellules d'analyse conjointe des missions, des

1 Atelier annuel a été organisé à l'intention de 39 responsables de la sécurité.

Le nombre de participants a été supérieur aux prévisions, du fait de la présence de responsables de la sécurité, dont des responsables désignés et des chefs de mission, ainsi que de coordonnateurs pour les questions de sécurité de différents organismes.

252 Contributions au rapport quotidien ont été synthétisées. Vingt-six rapports sur la sécurité ont également été fournis pendant les weekends.

5 Visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces sécuritaires ont été effectuées.

Oui 5 visites de liaison ont permis d'examiner en profondeur les instructions permanentes et les pratiques informelles en vigueur concernant la gestion des informations relatives aux menaces pour la sécurité appliquées par les cellules d'analyse conjointe des missions, les centres de gestion de l'information et les opérations relatives à la sécurité ou les groupes de l'information et de la coordination en matière de sécurité. Les rapports établis contenaient des recommandations propres à chaque mission à l'intention des responsables désignés et des conseillers en chef pour la sécurité ou des chefs des services de sécurité, afin d'améliorer et de renforcer la gestion des informations relatives aux menaces pour la sécurité au sein des missions, ainsi que des recommandations précises visant à améliorer l'analyse étayant le dispositif de gestion des risques de sécurité, qui ont également été communiquées aux coordonnateurs pour les questions de sécurité.

7 Modules de formation ont été révisés et actualisés.

28 Cours de formation ont été révisés et actualisés.

centres de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité ainsi que des groupes de la coordination de l'information relative à la sécurité, et définition de pratiques exemplaires pour toutes les missions

Organisation de 2 cours de formation sur les principes et techniques de l'analyse des informations sur la sécurité à l'intention de 40 analystes dans ce domaine, dans le but d'améliorer l'analyse, les méthodes d'appréciation de la situation et l'établissement de rapports concernant les missions de maintien de la paix

Formation du personnel, des agents de la sécurité, des gardes et des formateurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment dans les domaines suivants : emploi de la force; recours à des mesures tactiques létales ou non létales; conduite défensive et manœuvres d'évitement; sécurité incendie; usage de matériel de protection contre les matières dangereuses; mesures de prévention et procédures d'évacuation; secourisme, réanimation cardiopulmonaire et utilisation d'un défibrillateur automatisé externe; utilisation de trousse médicale d'intervention d'urgence et formation des superviseurs à l'encadrement (5 missions de maintien de la paix, environ 150 fonctionnaires); formation de base à la sécurité, y compris la sécurité physique; contrôle des accès; procédures de filtrage et techniques de contre-surveillance (3 missions de maintien de la paix, environ 150 fonctionnaires)

Évaluation, certification et renouvellement de la certification des formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et des formateurs des instructeurs dans les missions en ce qui concerne l'emploi de tactiques létales ou non létales

Établissement de 5 rapports d'évaluation des unités, des installations et du matériel de formation à la sécurité dans cinq missions de maintien de la paix, et fourniture d'une aide, pour assurer la qualité et la cohérence de l'instruction et de l'administration des modules de formation à la sécurité

Fourniture de services d'évaluation des besoins et tenue d'ateliers sur la gestion du stress à l'intention du personnel dans 8 missions de maintien de la paix, et déploiement rapide de conseillers en gestion du

Dans le cadre de la révision, des pratiques exemplaires ont été élaborées et intégrées aux cours de formation.

- 2 Cours sur les principes et techniques de l'analyse des informations sur la sécurité ont été dispensés.
- 39 Analystes des informations sur la sécurité ont été formés.
- 10 Opérations de maintien de la paix ont bénéficié de formations.
- 217 Agents ont été formés.
- Oui Quinze formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et formateurs des instructeurs ont été évalués et certifiés.
- 4 Rapports d'évaluation concernant 4 missions de maintien de la paix ont été établis.
- Le résultat a été inférieur aux prévisions en raison de l'annulation de l'évaluation du Centre de services mondial de Brindisi, le Département de la sûreté et de la sécurité ayant redéfini ses priorités concernant les activités de planification.
- 6 Missions d'évaluation des besoins et d'appui opérationnel ont été menées dans 5 opérations de maintien de la paix.

stress chargés d'assurer des services d'urgence de gestion du stress traumatique, d'évaluation des besoins et d'appui en cas de crise dans 4 missions de maintien de la paix

Formation et certification de 10 conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique; organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 fonctionnaires dans 3 missions de maintien de la paix

Fourniture d'orientations techniques à l'intention de 10 conseillers principaux en poste dans des missions de maintien de la paix, fourniture d'un appui et de conseils à des responsables au Siège concernant les aspects psychosociaux des crises, et coordination des services de soutien psychologique et de suivi fournis aux agents qui ont besoin de mesures ou de services particuliers, grâce à l'examen et l'évaluation de l'état des fonctionnaires concernés et à la formulation de recommandations pour leur prise en charge

Le résultat a été inférieur aux prévisions car les missions programmées à la FNUOD et à la MINUAD ont été annulées en raison de difficultés logistiques et de problèmes de visas.

5 Missions de gestion du stress traumatique ont été menées.

11 Conseillers ont été formés et certifiés.

2 Ateliers d'entraide ont été organisés dans deux opérations de maintien de la paix. Cinquante-huit membres du personnel ont suivi une formation sur l'entraide.

L'atelier d'entraide prévu à la MONUSCO n'a pas eu lieu, son conseiller principal n'ayant rejoint la Mission qu'en mai 2016.

11 Conseillers en poste dans 9 opérations de maintien de la paix ont reçu chaque semaine des conseils, un accompagnement et un encadrement d'ordre technique. Un appui technique a également été fourni aux responsables du Siège, en particulier sur les questions de recrutement; à cet égard, le Groupe de gestion du stress traumatique du Département de la sûreté et de la sécurité a coordonné toutes les étapes du recrutement de conseillers pour la MINUSCA, la MINUSTAH, la MONUSCO et la MINUAD, et offert aux hauts responsables de la MINURSO, de la MINUSMA et de la MINUSC des conseils sur les questions de gestion du personnel pendant les crises.

L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services fonctionnels pour les réunions : conseils et appui fonctionnels et techniques pour environ 170 réunions du Comité consultatif	137	Réunions ont été organisées. Le résultat a été inférieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la charge de travail afférente à des questions non liées au maintien de

Documents de conférence : établissement d'environ 32 rapports	28	la paix, dont a été saisi le Comité consultatif au cours de sa session consacrée au maintien de la paix. Rapport ont été établis. Le résultat a été inférieur aux prévisions en raison de la réduction du nombre de rapports thématiques sur le maintien de la paix soumis au Comité consultatif.
Calendrier des réunions : calendrier bien organisé et suffisamment souple pour permettre l'examen des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et la présentation ponctuelle de rapports	Oui	Les réunions ont eu lieu selon un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.

M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation au Conseil de sécurité, par le Secrétaire général, de 8 rapports périodiques relatifs à des pays, accompagnés de recommandations sur les questions relatives aux droits de l'homme	9	Rapports périodiques relatifs à des pays présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général étaient accompagnés de recommandations visant à améliorer la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (3), en République démocratique du Congo (2) et au Mali (4).
Établissement d'un rapport périodique sur la violence sexuelle en période de conflit, dans le cadre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information	1	Rapport sur la violence sexuelle en période de conflit, faisant en particulier état de la situation au Mali, a été publié. En outre, la MINUSMA a reçu, sur une base trimestrielle, des conseils concernant la publication de rapports sur la violence sexuelle en période de conflit dans le cadre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information.
Établissement, par le Secrétaire général, d'un rapport périodique sur la protection des civils afin de rendre compte du profil et de l'évolution des violations des droits fondamentaux de la population civile résultant des conflits qui se déroulent au Mali et en République centrafricaine, accompagné de	1	Rapport a été établi sur la protection des civils en période de conflit armé, notamment en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali et au Soudan du Sud.

recommandations sur les mesures à prendre pour mieux protéger les civils

Organisation de deux réunions d'information à l'intention du Conseil de sécurité, portant sur la protection des civils au Mali et en République centrafricaine

Organisation de 8 réunions d'information à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis ou groupes de contact, portant sur l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme dans des pays accueillant une mission de maintien de la paix

Organisation d'une réunion d'information à l'intention des départements du Secrétariat, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et des organisations régionales, portant sur des questions relatives aux droits de l'homme et sur les activités correspondantes menées dans les missions de maintien de la paix

Organisation de 2 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police pour actualiser les bonnes pratiques et faire part des nouveautés relatives à la coopération entre les composantes droits de l'homme et les Casques bleus en vue de prévenir les atteintes aux droits de l'homme

2 Réunions d'information sur la République centrafricaine et le Mali ont été organisées par l'entremise du Groupe d'experts sur la protection des civils.

12 Réunions d'information ont été organisées pour les États Membres, sur la protection des droits de l'homme par la MINUSMA et la MINUL ainsi que sur l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme et les priorités stratégiques, avant la prorogation du mandat de la MONUSCO, pour le Groupe de référence sur la Cour spéciale pénale en République centrafricaine sur la situation relative aux droits de l'homme en République centrafricaine, pour la communauté internationale, à Addis-Abeba, sur les droits de l'homme dans le cadre des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine et pour l'Union européenne, à Bruxelles, sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Oui Une réunion d'information sur la mise en œuvre de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme a été organisée pour l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

2 Réunions d'information sur la protection des victimes d'exploitation et d'abus sexuels ont été organisées pour les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, ainsi que pour les pays fournissant des contingents aux forces internationales ne relevant pas de l'ONU.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de 6 évaluations d'ordre stratégique et technique afin de recenser les besoins relatifs à l'exécution du mandat en matière de droits de l'homme des missions nouvellement décidées et de participer à la planification y relative	4	Missions d'évaluation d'ordre technique et stratégique ont été effectuées auprès de la MINUSS, de l'ONUCI, de la MINUSMA et de la MINUSCA.

Envoi d'une mission d'inspection préalable au déploiement des missions nouvellement décidées en vue d'installer la composante Droits de l'homme, de contribuer à la planification y relative, d'aider les équipes de direction à définir les priorités en la matière, et d'assurer la formation initiale aux droits de l'homme des personnels nouvellement déployés	Non	Le résultat a été inférieur aux prévisions car les départements chef de file ont planifié moins d'évaluations d'ordre stratégique et technique. Aucune nouvelle opération de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice considéré.
Organisation de 2 déploiements de renforts en vue de remédier aux pénuries marquées ou de prêter appui aux composantes Droits de l'homme en cas de crise	Non	Les renforts n'ont pas été déployés car les capacités de la composante Droits de l'homme de la MINUSCA ont été renforcées, ce qui a permis d'éliminer le besoin de personnel supplémentaire, et car les conditions de sécurité au Soudan du Sud ont empêché le déploiement d'effectifs supplémentaires pendant la crise en cours.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen, sur le plan technique, de 8 rapports émanant de composantes Droits de l'homme avant leur présentation aux autorités nationales	9	Rapports publics émanant de composantes Droits de l'homme ont fait l'objet d'une évaluation technique et ont été approuvés avant d'être présentés aux autorités nationales.
Prestation mensuelle de conseils aux composantes Droits de l'homme de la MINUSMA et de la MINUSCA dans le cadre de l'appui aux autorités nationales en vue de leur participation aux travaux du Conseil des droits de l'homme, aux procédures spéciales et aux travaux des organes créés en vertu d'instruments internationaux	Oui	Des conseils ont été offerts sur une base mensuelle aux composantes Droits de l'homme de la MINUSCA et de la MINUSMA, dans le cadre de l'appui qu'elles apportent à la collaboration des autorités nationales avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies (Conseil des droits de l'homme et organes conventionnels).
Prestation d'un appui bimensuel aux composantes Droits de l'homme de la MINUSMA et de la MINUSCA en vue de travaux de recherche et d'information relatifs aux droits de l'homme, l'objet étant de faciliter l'évaluation des risques, et mise au point de 2 instructions permanentes portant sur l'application du principe de vigilance en matière de droits de l'homme	Oui	Un appui bimensuel a été fourni aux composantes Droits de l'homme de la MINUSCA et de la MONUSCO, au BANUS et aux Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, afin de permettre aux opérations de maintien de la paix d'appliquer le principe de vigilance en matière de droits de l'homme, y compris dans l'évaluation des risques, les instructions permanentes et la coopération avec les forces armées nationales; des conseils ont été offerts chaque semaine au Département de l'appui aux missions et au BANUS sur l'application du principe de vigilance en matière de droits de l'homme, dans le cadre de l'appui

Envoi de 8 missions auprès d'opérations de maintien de la paix afin de procéder à des évaluations d'ordre technique et de prêter un appui opérationnel, l'objet étant de déterminer les progrès réalisés, d'analyser les mandats, les structures et les ressources nécessaires, d'en rendre compte aux équipes de direction et de guider les travaux des composantes Droits de l'homme aux fins de l'exécution des mandats

Consultations trimestrielles sur les priorités stratégiques dans le domaine des droits de l'homme et la planification en appui aux composantes Droits de l'homme

Ajout d'un volet Droits de l'homme aux 4 modules de formation spécialisée dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix aux personnels militaire et de police avant leur déploiement; organisation de 3 stages de formation des formateurs aux droits de l'homme dans le cadre de la formation dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix aux personnels militaire et de police avant leur déploiement; et organisation de 2 stages de formation spécialisée à l'intention du personnel militaire (40 participants)

Organisation de 2 consultations à l'intention des personnels militaire et de police en vue de fournir des orientations d'ordre opérationnel en matière de droits de l'homme

que le BANUS apporte à l'AMISOM; et un appui régulier a été fourni, sur une base hebdomadaire, aux opérations de maintien de la paix et au Département des opérations de maintien de la paix dans l'application et l'interprétation de ce principe.

- 5 Visites d'appui opérationnelles ont été menées pour consolider la stratégie de surveillance des droits de l'homme et aligner effectifs et structures, y compris auprès de la MINUSCA afin d'améliorer l'exécution de son mandat, auprès du BANUS afin d'assurer une meilleure application de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, et auprès de la MINUK afin de renforcer la prise en compte des droits de l'homme.

Le résultat a été inférieur aux prévisions car les priorités concernant les activités ont été redéfinies.

Oui Des consultations trimestrielles sur les priorités stratégiques et la planification à l'appui des droits de l'homme dans le maintien de la paix ont eu lieu entre Genève, New York et les opérations de maintien de la paix.

- 4 Modules de formation spécialisée dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix au personnel de maintien de la paix avant son déploiement ont été complétés par un volet Droits de l'homme.
- 3 Stages de formation sur les droits de l'homme ont été organisés.
- 1 Formation spécialisée dans le domaine des droits de l'homme a été dispensée à 20 agents en tenue de la MINUSCA dans le cadre d'une session de formation des formateurs sur les questions de protection; des séances de formation consacrées aux droits de l'homme ont été organisées dans le cadre de 3 cours à l'intention de hauts responsables des missions.
- 2 Consultations de suivi à l'intention des personnels militaire et de police ont eu lieu avec la MINUSCA en vue de soutenir l'élaboration et l'adoption d'orientations opérationnelles sur le partage d'informations et l'établissement de rapports consacrés aux droits de l'homme. Pendant l'exercice considéré, des consultations ont été lancées avec la MINUSMA en vue

d'élaborer des directives opérationnelles en matière de droits de l'homme. Des consultations sur la prise en compte des droits de l'homme dans la politique et les protocoles opérationnels relatifs à la constitution des forces ont été menées avec le Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix.
